



# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / LUNDI 22 JANVIER 2024 // N°732 // PRIX 20 DA / Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

COOPÉRATION BILATÉRALE,  
AGRESSION SIONISTE  
CONTRE GHAZA...

**L'ALGÉRIE ET LA  
MAURITANIE  
SUR LA MÊME  
LONGUEUR  
D'ONDE**

Lire en page 4



EN VUE DE PROJETS  
COMMUNS IMPLIQUANT  
DES PARTENARIATS

**DES HOMMES  
D'AFFAIRES  
AMÉRICAINS  
EN VISITE  
EN ALGÉRIE**

Lire en page 6



IL PUBLIE UN GUIDE  
INFORMATIF SUR LE  
COMMERCE  
ÉLECTRONIQUE  
**LE MINISTÈRE  
DE LA POSTE ET DES  
TÉLÉCOMMUNICATIONS  
VEUT PROTÉGER LE  
CONSOmmATEUR**

Lire en page 5



M. ABDELMADJID TEBBOUNE, DANS UNE ALLOCUTION  
AU 3<sup>E</sup> SOMMET DU G77+CHINE

**« GARANTIR LA PRÉSERVATION  
DES INTÉRÊTS DES PAYS DU SUD »**

Lire en page 3



GUERRE DANS LA BANDE  
DE GHAZA

**UN CARNAGE  
À HUIS CLOS**

FACE À LA FAMINE QUI MENACE LES  
HABITANTS DU NORD DE GHAZA, LES  
GENS ONT COMMENCÉ À MOUDRE CE QUI  
EST DISPONIBLE POUR EN FAIRE DE LA  
FARINE, EN COMMENÇANT PAR LE MAÏS...

Lire en page 16



JOUR 107 DE LA GUERRE GÉNOCIDAIRE DE L'ENTITÉ SIONISTE

## Plus de 25 000 morts à Gaza, selon le Hamas

Le ministère de la Santé du Hamas a annoncé hier, un bilan de 25 105 personnes tuées, en majorité des femmes, des adolescents et des enfants dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre entre Israël et le mouvement de résistance palestinien, le 7 octobre. Durant les dernières 24 heures, 178 personnes ont été tuées, indique le Hamas qui fait également état de 62 681 blessés depuis le début du conflit. Les bombardements de l'artillerie israélienne sur la périphérie de Khiam (caza de Marjeyoun) ont visé la colline de Hamames, près du village, selon des témoignages d'habitants recueillis par notre correspondant. Le chef des Kataëb, Samy Gemayel, a déclaré hier, que « la possibilité que le Hezbollah plonge le Liban dans une guerre ouverte avec Israël est bien envisageable, mais que

le parti chiite n'a pas actuellement l'intention de le faire », dans une interview au journal koweïtien Al Siyasa. Gemayel a par ailleurs indiqué que « l'Irlande tente d'isoler le Liban de son environnement arabe, afin qu'il puisse le contrôler de plus en plus, par l'intermédiaire du Hezbollah ». Il a en outre appelé les pays arabes à « ne pas abandonner le Liban ». Samy Gemayel a dit également craindre « qu'un accord ne soit conclu au détriment de la souveraineté libanaise, et que le Hezbollah n'obtienne le Liban en guise de prix de consolation pour son retrait

du sud pour assurer la sécurité d'Israël ». Pendant ce temps, le ministre britannique de la Défense Grant Shapps a jugé « décevant » que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ait affirmé son opposition à une « souveraineté palestinienne » à Gaza, rapporte l'AFP. « Il est décevant d'entendre cela de la part du Premier ministre israélien », a déclaré Grant Shapps sur Sky News, ajoutant que, pour le Royaume-Uni, « il n'y a pas d'autre option » qu'une solution à deux États pour résoudre le conflit dans la région.

## L'ÉLYSÉE RECTIFIE LE TIR PETIT À PETIT LA FRANCE A-T-ELLE FINI PAR SE DÉMARQUER D'ISRAËL ?

Stéphane Séjourné s'exprime en réaction aux propos du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu qui s'oppose à une « souveraineté palestinienne » dans la bande de Gaza, pilonnée par l'armée israélienne depuis plus de 100 jours. Les Palestiniens « ont le droit à la souveraineté et à un Etat », a déclaré le 20 janvier le chef de la diplomatie française, Stéphane Séjourné, après que le Premier ministre israélien a réaffirmé son opposition à une « souveraineté palestinienne » à Gaza. « La France restera fidèle à son engagement pour atteindre ce but », poursuit Stéphane Séjourné sur X (anciennement twitter). Le tweet du ministre français intervient après des déclarations du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu opposé à une souveraineté palestinienne à Gaza et estimant qu'Israël doit conserver « le contrôle de la sécurité du territoire » palestinien. Les États-Unis et l'Europe plaident en faveur d'une solution à deux États, à laquelle s'oppose le gouvernement israélien, engagé dans une guerre contre le Hamas palestinien à Gaza, après les attaques du 7 octobre menées par le Hamas en Israël.

## Les Ivoiriens à l'honneur en Algérie



Le Directeur Général d'Air Algérie, Yassine Ben Slimane, a rendu une visite de courtoisie aux passagers du vol Alger-Abidjan. Une visite-surprise sur le vol Alger vers Abidjan qui a fait énormément de plaisir aux Ivoiriens. Grâce à un dialogue franc et direct avec la plupart des passagers sur les conditions de voyage à bord d'Air Algérie et la qualité des services fournis, les Ivoiriens ont apprécié l'initiative et ont fourni une explication complète des motifs qui

les poussent à préférer le pavillon national pour leur déplacement vers leur pays, la Côte d'Ivoire. Air Algérie opère 3 vols hebdomadaires entre l'Algérie et Abidjan pour renforcer sa présence et son positionnement sur le continent africain. La coupe d'Afrique bat son plein en Côte d'Ivoire, et les supporters sont de plus en plus nombreux à vouloir prendre l'avion pour Abidjan, au fur et à mesure que les Fennecs avanceront vers la finale de la CAN 2024.

## Karim Benzema porte plainte contre Eric Zemmour

Après avoir déposé une plainte pour diffamation contre Gérard Darmanin en début de semaine, Karim Benzema souhaite désormais s'attaquer à Eric Zemmour. Pour avoir affiché publiquement son soutien aux habitants de Gaza dans le cadre du conflit israélo-palestinien sur les réseaux sociaux à l'automne dernier, le Ballon d'Or 2022 avait été pris à

partie par le président du parti « Reconquête! ». « Moi ce que je sais, c'est que c'est un musulman qui veut appliquer la charia et que la charia prévoit le Djihad et que le Djihad ça veut dire tuer Dominique Bernard, ça veut dire tuer Samuel Paty », avait notamment lâché le polémiste d'extrême droite sur les antennes de France 2. À l'instar du ministre

de l'Intérieur, l'ex-international français (97 sélections, 37 buts) via son avocat, M<sup>e</sup> Hugues Vigier, a déposé ce jeudi au Tribunal judiciaire de Paris une plainte pour diffamation avec constitution de partie civile contre Eric Zemmour, qui encourt un an et 45 000 euros d'amende selon les informations rapportées par RMC et BFM TV.

ILS RÉCLAMENT "L'ARRÊT DU GÉNOCIDE EN PALESTINE"

## Les Espagnols demandent à leur gouvernement de « rompre leurs relations » avec Israël

Près de 25 000 personnes se sont rassemblées, samedi à Madrid, pour demander au gouvernement espagnol de « mettre fin au commerce des armes et aux relations avec Israël ». Des milliers de personnes portant des drapeaux palestiniens et entonnant des slogans contre la guerre menée par Israël à Gaza ont défilé, samedi 20 janvier à Madrid et dans d'autres villes espagnoles, pour demander un cessez-le-feu et « l'arrêt du génocide en Palesti-

ne », selon Le Monde. Dans le centre de la capitale espagnole, quelque 25 000 personnes, selon le gouvernement, ont marché entre la gare d'Atocha et la place de Cibèle. La banderole de tête, aux couleurs du drapeau palestinien, demandait au gouvernement espagnol de « mettre fin au commerce des armes et aux relations avec Israël ». Certains manifestants tenaient des pancartes sur lesquelles était écrit en anglais « Stop genocide ». Les manifestations, à l'appel

de la plate-forme Réseau de solidarité contre l'occupation de la Palestine, avec comme mot d'ordre « Arrêtons le génocide en Palestine », ont aussi eu lieu dans d'autres grandes villes espagnoles, dont Barcelone, Valence et Séville. Au sein de l'Union européenne, l'Espagne a été l'une des voix les plus critiques à l'égard d'Israël. Les opérations militaires israéliennes à Gaza ont fait 24 927 morts, en majorité des femmes, des enfants et des adoles-

cents, selon le nouveau bilan samedi du ministère de la santé du Hamas. En novembre, Israël avait rappelé son ambassadrice en Espagne pour consultations, après des propos jugés « scandaleux » du premier ministre socialiste, Pedro Sanchez. Ce dernier avait notamment demandé « le strict respect du droit international humanitaire, qui aujourd'hui n'est clairement pas respecté » à Gaza. L'ambassadrice israélienne est revenue à Madrid en janvier.

## Familles d'otages israéliens à Gaza : « Nous avons perdu confiance dans le gouvernement Netanyahu »

Les familles des otages israéliens dans la bande de Gaza ont déclaré avoir perdu confiance dans le gouvernement de Benjamin Netanyahu, selon les médias officiels hébreux. L'Autorité israélienne de radiodiffusion (officielle) a rapporté citant

des familles d'otages israéliens détenus à Gaza affirmant qu'elles avaient « perdu confiance en Netanyahu et son gouvernement, et qu'elles mèneraient leurs propres actions », sans préciser de quoi il s'agissait. « Tout retard dans les négociations met

leur vie en danger » a rapporté la même source citant un proche des otages indiquant que « des dizaines de familles de détenus se sont rendus dans la ville de Césarée (nord) pour y organiser un sit-in devant la maison de Netanyahu, où elles ont

passé la nuit ». L'ancien chef des services de renseignement israéliens (Mossad), Tamir Pardo, a affirmé dans une déclaration aux médias : « Si Netanyahu a décidé de laisser tomber les otages, qu'il le dise publiquement ».

# L'EXPRESS

Quotidien national d'information  
édité par la  
**SARL ADRA COM**

Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger  
Tel/FAX Administration  
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR  
DE LA PUBLICATION:

**ZAHIR MEHDAOUI**

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur  
de l'administration  
et des finances  
**NOURDINE BRAHMI**  
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA  
Alger Bab Ezzouar**

«**POUR VOTRE PUBLICITÉ  
S'ADRESSER À:**

**L'Entreprise Nationale  
de communication d'Édition  
et de Publicité» Agence  
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78  
/ 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz



M. ABDELMADJID TEBBOUNE, DANS UNE ALLOCUTION AU 3<sup>E</sup> SOMMET DU G77+CHINE

# «Garantir la préservation des intérêts des pays du Sud»

**Le chef de l'Etat a insisté sur "l'importance de lancer des initiatives ciblées pour faire avancer le plan de développement durable pour l'année 2030 et ses objectifs, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, indispensable pour la réalisation des aspirations communes des pays en développement".**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, devant les participants au 3<sup>e</sup> Sommet du Sud du G77+Chine dont les travaux ont débuté, hier, à Kampala (Ouganda), au renforcement de la coordination et de l'action commune au sein du groupe pour préserver son unité de négociation au sein des organisations internationales. Le président de la République a souligné que cette coordination doit se faire "de manière à garantir la préservation des intérêts des pays du Sud, notamment en ce qui concerne l'égalité souveraine, en privilégiant les solutions consensuelles dans le cadre du multilatéralisme, d'une part, du développement, de l'autonomisation, du traitement spécial et différencié sur le plan économique, d'autre part". Dans ce contexte, le prési-



dent de la République a insisté sur "l'importance de lancer des initiatives ciblées pour faire avancer le plan de développement durable pour l'année 2030 et ses objectifs, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, indispensable pour la réalisation des aspirations communes des pays en développement". Le président de la République a précisé, en outre, que "ces démarches qui

doivent être concrétisées viennent en réponse à un contexte international mouvant et ambigu, caractérisé par des divisions, une polarisation accrue, et des défis résultant d'une succession de chocs ayant impacté les pays du Sud, provoquant une exacerbation des crises et une aggravation du fossé entre ces pays et ceux du Nord". Le président de la République a souligné, à ce propos, l'importance de "l'ac-

tion collective et coordonnée face aux défis à relever en matière de sécurité alimentaire et énergétique et ses répercussions, dont l'accentuation des conflits, la hausse de la pauvreté et l'aggravation des disparités, notamment dans les pays les moins développés avec la hausse des taux d'inflation mondiale et l'endettement ayant atteint des niveaux insupportables dans certains pays".

I.M./Agence

FORTE PRÉSENCE DE LA DIPLOMATIE ALGÉRIENNE SUR LE CONTINENT NOIR

## L'Algérie fait le « plein d'Afrique »

Que ce soit avec le vice-Premier ministre somalien, Salah Jama, le ministre des Affaires étrangères du Bénin, Bakari Adjadi Olushgun, ou encore avec le ministre tanzanien des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine, January Yusuf Makamba, les discussions qu'a eues le chef de la diplomatie algérienne avec ses pairs africains procèdent de ce retour en force de l'Algérie au sein de sa famille naturelle et proche, l'Afrique.

Auparavant, il y a eu des contacts poussés avec le Niger et le Mali, et qui ont permis de lisser les aspérités et d'aplanir les divergences soulevées par des points de détail, vite résolus. Avec la Mauritanie, c'est plus serein, ainsi qu'avec l'ensemble de la communauté africaine.

Si l'Algérie fait le « plein d'Afrique », c'est pour au moins trois raisons essentielles : d'abord, occuper des espaces géostratégiques qui attisent les convoitises et alimentent les menées de sous-sol, ensuite, retourner à la « famille naturelle » et qui, géographiquement, représente l'avenir de l'Algérie, et, enfin, faire pièce aux stratégies de nuisance mises sur les rails par des entités-lige dans un cadre de sous-traitance du chaos aux portes sud de l'Algérie.

Voilà pourquoi, donc, ce retour en force de l'Algérie au sein de la communauté africaine, avec un taux de réussite diplomatique élevé, malgré les menées souterraines.

C'est dans cette perspective qu'il faut

apprécier le travail de l'Algérie sur ce plan précis, car ne perdons pas de vue que durant le dernier quinquennat du président Bouteflika, et même avant, l'action politique envers les alliés africains avait été réduite à sa portion congrue et les espaces saharo-sahéliens laissés en friche, ce qui a permis à une faune de prédateurs, aussi nuisibles les uns que les autres, de s'y installer et d'y ourdir de vastes conjurations dont nous vivons les conséquences aujourd'hui.

Les récents couacs que la diplomatie algérienne avait connus au Sahel s'inscrivent dans ce cadre-là, celui des stratégies de nuisance menées par des sous-traitants dont les objectifs ne peuvent échapper aux tenants de la sécurité nationale. Chaque pas fait dans les sous-sols contre l'Algérie a été recensé, pesé, jaugé, analysé et décrypté, ses objectifs révélés et ses modus operandi percés à jour.

Ceux qui cherchent à dépecer les

minerais du Soudan, du Mali et du Niger ne sauraient rester longtemps cachés, de même que leurs commanditaires, situés loin de la sphère saharo-sahélienne. Car il est entendu que l'or de la région, en plus du pétrole, joue malheureusement le rôle de détonateur pour l'entité qui pense être investie par ses parrains du rôle de gendarme de la région.

Il est temps que le jeu sournois des faux amis cesse et que l'Algérie réimpose son tempo dans ses espaces légitimes en ès qualités.

Le dossier libyen, la crise au Mali, la lutte fratricide au Soudan, etc., sont des dossiers trop brûlants pour être laissés entre les mains des usurpateurs et des sous-traitants de leurs maîtres. Le colonialisme n'a pas été chassé d'Afrique par la porte pour laisser un néocolonialisme entrer par la fenêtre. Finie, donc, la récréation, car le jeu de dupes n'a que trop duré.

Par Fayçal Oukaci

### TÊTE-À-TÊTE LARBAOUI-GUTERRES Le SG de l'ONU adresse ses salutations au Président Tebboune

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), António Guterres, a adressé ses salutations au président de la République, Abdelmadjid Tebboune. En marge du Sommet du G77 + Chine qui se déroule en Ouganda, le secrétaire général de l'ONU s'est entretenu avec le Premier ministre, Nadir Larbaoui, qui

représente le président Tebboune, et lui a demandé de transmettre ses salutations au président Tebboune. Lors de cet entretien, le secrétaire général de l'ONU a rappelé les discussions qu'il a eues avec le président de la République en marge du Sommet arabe d'Alger en novembre 2022.

I.M./Avec agence presse service

### LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le président de l'Assemblée nationale de la République de Corée, Kim Jin-Pyo, indique un communiqué de la présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, et du directeur de cabinet à la présidence de la République, M. Boualem Boualem, ajoute la même source.

### COOPÉRATION BILATÉRALE, AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA...

### L'ALGÉRIE ET LA MAURITANIE SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDE

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a reçu, samedi, le président de l'Assemblée nationale mauritanienne, Mohamed Bamba Meguet, qui effectue une visite de quatre jours en Algérie. La rencontre a été l'occasion pour les deux parties de « rappeler la solidité des relations historiques entre les deux peuples et pays maghrébins frères, liés par le sang, la religion, l'histoire, la langue et la communauté de destin, des liens qui se sont consolidés davantage grâce à la volonté des présidents des deux pays, Abdelmadjid Tebboune, et son frère mauritanien, Mohamed Cheikh El-Ghazouani », peut-on lire dans un communiqué rendu public par la chambre haute du Parlement. A cette occasion, Goudjil a mis en relief « la détermination des autorités des deux pays à booster la coopération économique bilatérale à travers l'établissement d'une zone franche entre les deux pays, l'ouverture des passages frontaliers et la route reliant la wilaya de Tindouf et la ville mauritanienne de Zouerate », estimant qu'« il s'agit d'un modèle à suivre dans la coopération bilatérale entre les pays du Maghreb, en particulier, et les pays du continent, en général ». Pour sa part, le président de l'Assemblée nationale mauritanienne s'est félicité des « relations de coopération privilégiées entre les deux pays, marquées par l'intensification des visites de haut niveau » au service des intérêts des deux peuples, mais aussi des peuples de la région et du continent. Les deux parties ont en outre procédé à « un échange de vues sur des questions et dossiers d'intérêt commun, notamment les tensions dans la région sahélo-saharienne et les développements de la cause palestinienne suite à l'agression criminelle contre Ghaza ».

Mettant en avant les principes de la diplomatie algérienne reposant sur « le non-alignement et la fidélité aux valeurs novembristes qui rejettent la violence, prônent la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et privilégient les solutions pacifiques pour le règlement des différends », Goudjil a rappelé « la place qu'occupe la cause palestinienne pour l'Algérie ». Il a, à cet égard, souligné la nécessité pour les Palestiniens d'unir leurs rangs « en s'inspirant de la Révolution de Novembre 1954 ». Goudjil et Bamba Meguet ont, dans ce contexte, « réitéré leur position commune contre l'agression israélienne et en faveur du droit du peuple palestinien à la résistance jusqu'à l'établissement de son Etat indépendant avec Al-Qods pour capitale, conformément aux résolutions de la légalité internationale ».

Dans le même sillage, le président de l'Assemblée nationale mauritanienne a salué « le rôle de l'Algérie, sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au Conseil de sécurité », ainsi que sa proposition relative à la tenue d'une réunion sur le déplacement forcé des Palestiniens, estimant que l'adhésion unanime à cette initiative était une reconnaissance du rôle de l'Algérie. Concernant la question sahraouie, Goudjil a réaffirmé « la position constante de l'Algérie envers cette cause juste, conformément à ses principes diplomatiques anticolonialistes et en faveur de la décolonisation de cette dernière colonie en Afrique ». Mettant en garde contre « les graves répercussions des exactions commises dans les territoires sahraouis occupés sur la sécurité, la stabilité et les économies des pays de la région », Goudjil a appelé à « intensifier les efforts pour faire appliquer la légalité internationale et permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination et l'indépendance ».

Y.B.

CONFLIT AU SAHARA OCCIDENTAL

# Algériens et mauritaniens réitèrent leur engagement en faveur d'une résolution pacifique

**ALGÉRIE-MAURITANIE :  
SIGNATURE D'UN  
PROTOCOLE-CADRE  
DE COOPÉRATION  
PARLEMENTAIRE**

Un protocole-cadre de coopération parlementaire a été signé, samedi à Alger, entre l'Assemblée populaire nationale (APN) et l'Assemblée nationale mauritanienne, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Le protocole a été signé par le président de l'APN, M. Brahim Boughali, et le président de l'Assemblée nationale de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Bamba Meguet, à l'issue des entretiens qu'ils ont eus au siège de l'institution parlementaire. Ce protocole a pour objet « le renforcement de la coopération parlementaire entre les deux pays, à travers l'échange de visites, la coordination des positions et la formation », outre « la création d'une grande commission parlementaire qui se réunira annuellement », selon la même source. La Mauritanie est « le deuxième pays du Maghreb arabe avec lequel l'APN signe un protocole de coopération parlementaire, après la Tunisie, pays frère », note le communiqué. Pour rappel, le président de l'Assemblée nationale mauritanienne effectue une visite de quatre jours en Algérie.

Y. B.

**FRUITS, LÉGUMES ET PRODUITS  
DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ**

**LES POUVOIRS PUBLICS  
AFFICHENT UNE  
NOMENCLATURE DES PRIX  
OFFICIELS**

Les oignons à 76 dinars et le poulet 430 dinars. Ce sont là, un exemplaire des prix arrêtés et affichés officiellement afin de contrecarrer le jeu cupide des spéculateurs. En effet, les prix des légumes, des fruits et de la viande ont été arrêtés, et ce bien avant le mois sacré de Ramadhan, un mois qui connaît généralement, des fortes perturbations du marché, à ses débuts. De ce fait, le travail mené conjointement, par les ministères de l'Agriculture et du Commerce ont été publié dans un bulletin quotidien. Ledit Bulletin affiche les prix des matières premières agricoles destiné aux professionnels et aux consommateurs et comprend les prix de marché de 20 produits agricoles, tels que les oignons, le poulet et les tomates. Sont compris dans la nomenclature les produits de large consommation, tels que les légumes, la viande blanche et rouge, le lait et les œufs. Le bulletin du ministère de l'Agriculture a également concerné les prix dans les wilayas les plus importantes au niveau national.

I.M. Amine

**Mohamed Bamba Meguet, président de l'Assemblée nationale de la République islamique de Mauritanie, a démenti que son pays avait des ambitions dans cette région et a souligné que «la Mauritanie respecte les conventions de l'ONU et espère trouver une solution à cette question ».....**

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, et son homologue mauritanien, Mohamed Bamba Meguet, président de l'Assemblée nationale de la République islamique de Mauritanie, ont réitéré l'engagement de leurs pays respectifs à résoudre cette question conformément aux résolutions des Nations unies. «L'Algérie n'a aucune ambition dans ce territoire occupé», ajoutant que «cette question est toujours inscrite aux Nations unies, comme une question de décolonisation», a indiqué Brahim Boughali, ajoutant que «l'Algérie tient à responsabiliser le peuple sahraoui, avec son droit légitime à l'autodétermination, conformément aux règlements de l'ONU». Mohamed Bamba Meguet a, pour sa part, démenti que son pays avait des ambitions dans cette région et a souligné que «la Mauritanie respecte les conventions de l'ONU et espère trouver une solution à cette question». Cette déclaration conjointe intervient, selon le chargé d'affaires à l'ambassade du Sahara occidental à Alger, «opportunistement pour souligner la position constante de l'Algérie concernant ce dossier». «Cette position demeure immuable tant pour l'Algérie que pour la Mauritanie, pays voisin également impliqué dans tout processus relatif au Sahara occidental en tant qu'observateur lors des sessions de pourparlers», précise Mohammed Cheikh qui tient à rappeler, dans ce sens, «les liens étroits avec la Mauritanie», qui est, dit-il, «un pays bien informé sur le dossier du Sahara occidental». C'est ce qui renforce, selon



lui, «cette position commune, contredisant les allégations marocaines, dont le régime demeure intransigeant envers toute solution pacifique dans ce conflit». Pour Mohammed Cheikh, «les efforts continus de l'Armée de Libération sahraouie, manifestes au quotidien, finiront inévitablement pas ébranler cette position hostile au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Il affirme que «le Maroc use et abuse du chantage, un stratagème profondément ancré dans sa doctrine caractérisée par le chantage et la trahison répétés. Cela s'est manifesté récemment avec les eurodéputés européens, soumis à d'énormes pressions pour soutenir la position de Rabat au détriment du droit international». Le Parlement européen a été, dit-il, «infiltré par le lobby marocain, qui a

employé son logiciel espion Pegasus pour surveiller des personnalités à l'échelle mondiale. De plus, il n'hésite pas à inonder l'Espagne de migrants clandestins présents sur son territoire, cherchant ainsi à obtenir des concessions de la part de Madrid dans le dossier sahraoui». Et de poursuivre: «Des méthodes similaires sont également employées dans le trafic de drogue à destination du Sénégal via la Mauritanie. Certains responsables mauritaniens ont dénoncé ces pratiques abjectes après la découverte de camions censés transporter des produits alimentaires avec à leur bord d'énormes quantités de drogue». En ce qui concerne la situation dans les territoires occupés, il souligne que «celle-ci ne cesse de se détériorer de plus en plus, alors

que la partie adverse jouit d'une quiétude totale». Il cite, dans ce cadre, «le cas des prisonniers sahraouis qui est particulièrement préoccupant, ces derniers étant détenus depuis des années dans les geôles marocaines, maltraités et privés de jugement, simplement pour avoir manifesté en faveur de l'organisation d'un référendum d'autodétermination». «Le Maroc reste indifférent aux multiples rapports des organisations internationales des droits de l'homme qui témoignent de la gravité de la situation dans les territoires occupés», déplore-t-il. Et de conclure: «Il est grand temps que la communauté internationale mobilise de nouveaux moyens pour mettre en lumière les événements et la situation catastrophique dans cette région.»

Y. B.

PRISE EN CHARGE DES COUCHES DÉMUNIES

## Pour une approche coordonnée et sectorielle

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kawter Krikou, a indiqué hier à Tissemsilt que son secteur œuvrait pour la prise en charge des couches démunies dans le cadre de la solidarité gouvernementale avec une coordination sectorielle « maitrisée ». Supervisant le lancement de deux caravanes, l'une médicale et la seconde de sensibilisation en faveur de la population des zones éloignées de la wilaya, dans le cadre de sa visite d'inspection à la région, la ministre a

salué la performance de tous les secteurs ministériels, à l'instar de l'Intérieur, à travers le dispositif de la protection civile, la santé, le tourisme, l'artisanat et la formation professionnelle, dans le succès des initiatives supervisées par les cellules de proximité de manière à prendre en charge ces couches. Mme Krikou a instruit les responsables des cellules de proximité de la wilaya, à l'instar de leurs similaires à travers le pays, à investir dans leurs expériences sur le terrain à travers leur contact direct avec les

citoyens dans les zones éloignées, notamment à travers des enquêtes sociales, pour faire parvenir les informations sur la femme au foyer, la femme productrice et celle aux besoins spécifiques sur les opportunités de formation et l'obtention du soutien de l'Etat ». Dans le même contexte, elle a souligné que le secteur dispose de nombreux programmes en faveur de diverses couches, telles que les personnes âgées, les nécessiteux, les femmes au foyer et les personnes aux besoins spécifiques que les citoyens doi-

vent connaître, en coordination avec d'autres secteurs, et ce en les approchant dans leurs zones rurales et en leur expliquant de manière stimulante les mécanismes permettant de bénéficier de chaque dispositif. Selon Mme Krikou, le programme vise à intégrer le plus grand nombre de personnes aux besoins spécifiques, en les orientant vers des centres de formation professionnelle après les avoir prises en charge dans des centres sectoriels, ainsi qu'à inclure les femmes dans le programme national

conjoint d'appui à l'adhésion de la femme dans la production nationale, lancé en février 2021. Lors de sa visite dans la wilaya, la ministre a donné le coup d'envoi de deux caravanes à travers les communes de Layoune, Sidi Abed, Khemisti et Tissemsilt, l'une médicale pour la vaccination des personnes âgées et les malades chroniques contre la grippe saisonnière, outre le dépistage précoce du cancer du sein, ainsi que des consultations générales des malades, en leur offrant des médicaments

R.N



PAYS DU SUD

# L'Algérie propose la création d'un centre d'excellence pour la valorisation des expériences réussies des start-ups

**Il a mis en avant, également, "la nécessité d'accorder la priorité aux solutions permettant d'aplanir les entraves technologiques et les pratiques injustes limitant l'accès des pays du Sud à ces outils modernes et essentiels pour le développement".**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé dans une allocution, lue en son nom hier à Kampala, par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, devant les participants au 3<sup>e</sup> Sommet du Sud du G77+Chine que l'Algérie aspirait à lancer une initiative au niveau des pays du Sud pour la création d'un Centre d'excellence dédié à la valorisation des expériences réussies des start-ups innovantes, dans le souci de jeter les ponts de communication et d'échanger les expériences et initiatives entre les pays membres de cet espace.

Cette initiative émane de la vision de l'Algérie présentée par le président de la République, visant à "ériger la science, la technologie et l'innovation en terrains propices à la coopération Sud-Sud, étant catalyseurs pour la croissance économique et le développement durable, d'où l'impératif de valoriser leur contribution à la réalisation des objectifs de développement à travers des politiques favorisant le développement des compétences et la promo-



tion de la recherche et de l'innovation scientifique et technologique". Il a mis en avant, également, "la nécessité d'accorder la priorité aux solutions permettant d'aplanir les entraves technologiques et les pratiques injustes limitant l'accès des pays du Sud à ces outils modernes et essentiels

pour le développement". Dans ce registre précis, le président Tebboune a rappelé "les efforts de l'Algérie visant à renforcer le dialogue, la coopération et l'échange d'expériences dans le domaine des start-ups à l'échelle africaine, via notamment ses efforts pour la mise en œuvre

des conclusions du 2<sup>e</sup> Forum africain des start-ups, tenu en Algérie en décembre dernier, en sus des mesures prises pour établir un cadre africain à même de développer ce type d'entreprises en coordination avec les organes de l'Union africaine".

N. S.

ENERGIE

## Une délégation de la compagnie allemande "Neuman & Esser" chez Mohamed Arkab

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, hier, une délégation de la compagnie allemande "Neuman & Esser", avec laquelle il a évoqué les opportunités d'investissement entre la compagnie allemande et les sociétés du secteur, a annoncé un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux parties "ont examiné les opportunités d'affaires et d'investissement entre les sociétés du secteur, telles que Sonatrach et Sonelgaz, et la compagnie allemande, dans le domaine des équipements de l'industrie gazière, pétrolière

et pétrochimique, des solutions technologiques et du développement de l'hydrogène", précise le communiqué.

« Elles se sont, également, félicitées des relations "privilégiées" entre les entreprises nationales et allemandes dans le domaine de l'énergie et des mines. » note ledit communiqué.

Arkab a relevé, à cette occasion, "l'importance de la coopération et du partenariat entre les entreprises algériennes et allemandes", passant en revue les opportunités d'investissement et de partenariat offertes par le secteur.

Le ministre de l'Energie a souligné «

l'importance de l'échange d'expériences, du transfert de connaissances et de technologies modernes, et de la promotion du contenu local, ainsi que de l'établissement de partenariats mutuellement bénéfiques. »

De son côté, la délégation allemande a exprimé "l'intérêt majeur" qu'accorde le groupe "Neuman & Esser" à "la création et à l'identification de projets concrets de coopération, notamment au regard du climat favorable à l'investissement", note enfin le communiqué du ministère.

M.H.

MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

## Publication d'un guide informatif dédié au commerce électronique

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé la publication d'un guide informatif sur le commerce électronique visant à sensibiliser et protéger les citoyens contre les escroqueries et les fraudes auxquelles ils peuvent être exposés lors de leurs achats en ligne.

Le guide qui comprend

quatre axes principaux abordant le cadre conceptuel et les risques liés aux achats en ligne, fournit aux citoyens des conseils sur la manière de procéder aux opérations de commerce électronique conformément aux dispositions de la loi 18-05 et donne un certain nombre de conseils visant à garantir des achats en ligne sûrs.

Il aborde également les principales méthodes et techniques d'escroquerie et de fraude via le web et la manière de réagir face à ces phénomènes dans le but de sensibiliser les citoyens et d'accroître leur vigilance lors de leurs achats en ligne. Ce guide, disponible en téléchargement sur le site web (www.mpt.gov.dz) du ministè-

re en arabe, anglais et français, a été élaboré en collaboration et la contribution des ministères des Finances, du Commerce et de la Promotion des Exportations, de la Gendarmerie nationale, de la Direction générale de la Sécurité nationale, de l'entreprise Algérie Poste et du Groupement monétique.

R.N.

INSTITUT DE LA FORMATION BANCAIRE

### LANCEMENT DE LA 11<sup>E</sup> PROMOTION DES PROFESSIONNELS DU MARCHÉ FINANCIER

L'Institut de la formation bancaire (IFB) a annoncé hier dans un communiqué le lancement du cycle de la formation de la 11<sup>ème</sup> promotion de la certification des professionnels du marché financier (CPMF), inscrite dans le cadre de la réalisation de l'offre de formation 2024.

Le lancement de cette formation depuis le centre de formation de l'IFB, à Dely Ibrahim (Alger) a vu la présence du président de la COSOB, du Directeur général de la Bourse d'Alger et du Directeur général de l'IFB, précise la même source. Le programme de certification des professionnels du marché financier a vocation de "former tous les acteurs du marché financier" ou "ceux désirant acquérir des connaissances reconnues dans ce domaine, en particulier les cadres des sociétés émettrices, les gestionnaires d'actifs au niveau des investisseurs institutionnels et les journalistes spécialisés en finance", précise ledit communiqué. Cette 11<sup>ème</sup> promotion de la formation totalise 56 participants, issus majoritairement des banques, compagnies d'assurance et journalistes spécialisés, ajoute encore la même source relevant qu'au terme de ce cursus, les lauréats auront "l'opportunité d'actualiser et de renforcer leurs connaissances et compétences financières et d'augmenter leur efficacité".

"Les professionnels de la finance et de la banque pourront ainsi tenir compte des nouveaux enjeux en matière d'investissement et faire la différence dans leur activité professionnelle", note le communiqué.

L'IFB assure également que ce cycle de certification, d'une durée de trente-deux (32) jours, répartis sur cinq mois en alterné, sera conjointement certifié par l'IFB et la COSOB et animé par des professionnels du métier. Il permettra notamment "aux candidats qui l'auront réussi d'exercer une activité fortement réglementée dans la sphère du marché financier", dira-t-on.

L'Institut de la formation bancaire, créé en 1989 par les banques et établissements financiers algériens, vise la mise en commun de moyens pour réunir et fédérer les énergies et les compétences du secteur bancaire et financier à l'effet de mettre en place et de développer les formations professionnelles qui répondent aux exigences de la profession bancaire et ce dans le cadre des mutations du secteur et l'ouverture du capital de certaines banques.

N.S.

AGRICULTURE

### YOUCEF CHERFA INSPECTE LE PROJET DE LA BANQUE DE GÈNES EN COURS DE RÉALISATION À BARAKI (ALGER)

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a effectué une visite d'inspection au projet de la Banque de gènes, en cours de réalisation dans la commune de Baraki (Alger), annonce un communiqué du ministère. Lors de cette visite de terrain qui a eu lieu samedi, Youcef Cherfa s'est enquis de l'avancement des travaux de ce projet "stratégique" qui s'étend sur une surface de 2 hectares, et a inspecté les différents pavillons et équipements ainsi que les installations achevées, précise le communiqué du ministère de l'Agriculture. La banque de gènes disposera dans un premier temps d'une capacité de stockage initiale de 80 000 entre espèces végétales et animales, selon les propos du ministre. Le projet en question « vise à préserver le patrimoine génétique national vient compléter le projet de la banque des semences, inaugurée en 2022. » note le communiqué du ministère.

N. S.

## PARTENARIAT

## UNE IMPORTANTE DÉLÉGATION D'HOMMES D'AFFAIRES AMÉRICAINE EN ALGÉRIE

Une importante délégation d'hommes d'affaires américaine a entamé hier une visite en Algérie dans l'objectif d'explorer les opportunités d'investissement notamment dans les domaines de l'énergie et des travaux publics, a annoncé le président du Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), Ismail Chikhoune. Intervenant sur les ondes de la Radio algérienne, Ismail Chikhoune a précisé que cette visite de trois jours, sera ponctuée par des rencontres avec les responsables des départements de l'industrie, de l'énergie et des travaux publics, ainsi qu'avec ceux de l'AAPI, Sonatrach, Sonelgaz, ALNAFT et Madar, et le Conseil du renouveau économique algérien (CREA). Les secteurs ciblés au cours de cette visite sont «principalement l'énergie et les travaux publics», a-t-il souligné, ajoutant que parmi cette délégation de 26 opérateurs qui seront à Alger, trois compagnies sont spécialisées dans les énergies renouvelables (solaire et hydrogène), outre les grandes compagnies pétrolières à l'instar d'Oxy et Chevron. Selon Ismail Chikhoune, la présence d'entreprises américaines de grande envergure témoigne de l'attractivité du marché algérien et de l'amélioration du climat des affaires en Algérie. Il a évoqué, dans ce registre, «un engouement de la part des investisseurs américains depuis l'avènement de la nouvelle loi sur l'investissement qui a donné confiance aux opérateurs, en plus de la nouvelle loi sur les hydrocarbures.» S'agissant du secteur des travaux publics, les opérateurs attendus activent dans les grands ouvrages et la construction des infrastructures tels que les chemins de fer, selon Chikhoune, soulignant que «c'est la première fois que l'USABC ramène des grands groupes américains dans ce domaine, qui seront au nombre de quatre». En outre, Ismail Chikhoune a annoncé l'arrivée, à la fin du mois de février prochain, d'une délégation composée d'opérateurs américains dans l'agriculture qui veulent investir notamment dans le domaine des céréales, l'arboriculture et d'autres produits agricoles, notamment pour les larges productions.

R.E.

## BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

## L'ABEF ORGANISE MERCREDI UNE JOURNÉE D'INFORMATION SUR LA LOI DE FINANCES 2024

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) organise mercredi prochain à Alger, une Journée d'information sur les nouvelles dispositions contenues dans la loi de finance 2024, a annoncé l'association dans un communiqué. Ladite rencontre qui se tiendra au siège de la Direction générale de la Banque nationale de l'habitat (BNH), regroupera les représentants des banques, des établissements financiers et des compagnies d'assurance. L'événement verra également la présence des cadres de la Direction générale des impôts (DGI) et des Douanes algériennes, précise le communiqué.

N. S.

POUR LE RENDRE « PLUS ÉQUITABLE ET PLUS ÉQUILIBRÉ »

## Nécessité de réformer le système économique et financier mondial

**Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé, dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, devant les participants au 3<sup>e</sup> sommet du Sud du G77 + Chine, qui se tient à Kampala, à une réforme globale du système économique et financier mondial pour le rendre plus équitable et plus équilibré, et corriger les dysfonctionnements résultant de la domination des pays riches sur les mécanismes de prise de décision politique, économique et financière, ce qui a affaibli les capacités des pays du Sud qui continuent de souffrir de marginalisation, de dépendance et d'incapacité à réduire l'écart de développement.**



«L'Algérie a toujours plaidé en faveur de cette réforme depuis les années 1970, dans le cadre d'une vision clairvoyante et ambitieuse visant à asseoir les règles d'un nouveau système économique international qui consacre efficacement le principe de l'indépendance économique des pays en développement en tant que complément essentiel à leur indépendance politique, et en tant que cadre équilibré non seulement en termes d'avantages, mais aussi en termes de responsabilités partagées», dira le président de la République. Abdelmadjid Tebboune a souligné «la nécessité de la réforme du système des Nations-

Unies afin de le rendre plus représentatif et plus à même de répondre aux aspirations et aux priorités des pays du Sud, outre de conférer davantage d'efficacité à son travail pour renforcer le multilatéralisme et relever les défis de développement». Quant aux difficultés entravant le financement du développement dans les pays du Sud, en raison de la faiblesse des flux financiers, l'exacerbation des dettes extérieures, et les conditions arbitraires imposées et qui compromettent les efforts visant à réaliser des réformes structurelles de leurs systèmes nationaux et à accélérer leur rythme de développement socio-économique, le président de la

République a appelé à «engager une réflexion sur la mise en place de mécanismes efficaces pour alléger le poids des dettes, voire leur annulation ou leur restructuration et la suspension des services de la dette, notamment au profit des pays les moins développés». Le président algérien a insisté sur l'importance de la coopération Sud-Sud pour «le renforcement du flux commercial et des investissements, et le développement des mécanismes d'intégration économique, au moment où la contribution des pays en voie de développement au commerce mondial et aux investissements internationaux reste faible, par rapport à leurs capacités». Evoquant la

hausse et la fluctuation des prix des produits de base sur les marchés internationaux, le président de la République a prôné «l'adoption d'une nouvelle approche reposant sur l'intensification des échanges et l'accès aux mécanismes et cadres ayant prouvé leur efficacité dans les pays du Sud, à travers la promotion de l'investissement dans les projets d'infrastructures, l'amélioration du financement, la transition technologique et la compétitivité, outre l'amélioration de l'environnement international de l'investissement suivant les fondements du développement durable et les principes de transparence, de justice et de flexibilité».

M.H.

3<sup>e</sup> SOMMET DU G 77+CHINE:

## Appel à la promotion de la coopération et l'intégration économique

Les participants au 3<sup>e</sup> sommet du Groupe des 77 et de la Chine (G77+Chine) qui se tient dimanche à Kampala avec la participation du Premier ministre, Nadir Larbaoui, en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tentent d'explorer les voies à même d'élargir la coopération et l'intégration économique entre les pays du Sud pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Les interventions des chefs d'États et de gouvernements, et des responsables des instances internationales participant à ce sommet s'étalant sur deux jours sous le signe «Ne laisser personne de côté», ont porté unanimement sur la nécessité de renforcer la résilience des pays du Sud face à la conjoncture économique

internationale, plaidant pour «une économie plus inclusive et équitable». Selon les participants, le renforcement de la coopération et de l'intégration économique entre les pays du Sud est à même de d'assurer un financement important pour les pays en développement, ce qui permettra à ces États de réaliser le plan de développement 2030. D'après les estimations de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la croissance économique mondiale devrait ralentir à 2,4 % en 2023 et 2,5 % en 2024. En revanche, la coopération et l'intégration économiques entre les pays en développement pour ce qui est des initiatives mondiales visant à promouvoir les ODD, ont connu un changement his-

torique au cours des trois dernières décennies. La région en développement représente, actuellement, environ 40 % du produit intérieur brut mondial réel, contre seulement 18% en 1993. En outre, les pays du Sud ont joué un rôle de plus en plus important dans les domaines du commerce, du financement, de l'investissement et de la technologie. Les mêmes données relèvent que les échanges commerciaux entre les pays du Sud ont dépassé ceux enregistrés entre le Sud et le Nord, ce qui signifie que les pays en développement sont devenus plus autonomes pour ce qui est des marchés d'exportation.

R.E.

PORT D'ORAN :

# Projets d'aménagement de l'infrastructure pour recevoir des navires de gros tonnage

**Un appel d'offres pour le choix de l'entreprise chargée des travaux de réfection et de confortement du quai commercial "Dunkerque" a été lancé. Il s'inscrit dans un ensemble de projets et de réalisations pour faire du port d'Oran un port pouvant recevoir des navires de gros tonnage avec un meilleur tirant d'eau. Des travaux de restauration de plusieurs quais d'amarrage ont été effectués.**



Un appel d'offres sera bientôt lancé pour le choix de l'entreprise chargée des travaux de restauration et de confortement du quai commercial "Dunkerque" au port d'Oran, a-t-on appris, samedi, du conseiller du Président directeur général de l'Entreprise portuaire, Fasla Mahmoud Djaoued. Dans une déclaration à l'APS, M. Fasla a souligné que la Direction des Travaux publics lancera, au

cours du premier trimestre de cette année, un appel d'offres pour sélectionner une entreprise chargée de réaliser les travaux de restauration et de renforcement du quai commercial "Dunkerque" au port d'Oran. Il a ajouté qu'une fois les démarches effectuées, les travaux de réfection de ce quai, qui s'étend sur 220 mètres linéaires, comprennent son extension vers la mer d'environ 3,5 mètres supplémentaires et une profondeur inférieure à 9 mètres, notant que la durée des travaux a été fixée à 8 mois au maximum. La

même source a fait savoir que l'étude est prête, sachant que le projet nécessite un budget de 900 millions DA, avec un financement mixte de la Direction des Travaux publics. Cette dernière prendra en charge les gros œuvres, et l'entreprise du port d'Oran qui prendra en charge les équipements, permettant ainsi au quai, une fois les travaux achevés, d'accueillir de gros navires ou deux navires de taille moyenne, simultanément, en plus d'offrir plus d'espace dans le port pour le déchargement des céréales,

notamment, ainsi que le chargement et le déchargement d'autres marchandises, a indiqué M. Fasla. Pour rappel, le port d'Oran a connu, ces dernières années, des travaux de restauration de plusieurs quais d'amarrage, comme le quai d'amarrage "Conakry" destiné aux navires à passagers, qui s'étend sur 250 mètres de longueur et 10 mètres de profondeur, et le quai "Sénégal", outre les travaux de renforcement du brise-lames principal du port d'Oran, qui s'étend sur une distance de 3 km. **R. R.**

DJANET : EXPLOITATION ARTISANALE DE L'OR :

## 103 microentreprises régularisées

Cent trois (103) microentreprises d'exploitation aurifère artisanale ont bénéficié de la régularisation réglementaire dans la wilaya de Djanet, a-t-on appris samedi de l'antenne régionale de l'agence nationale des activités minières (ANAM). Ces entités économiques, ayant générées plus de 400 emplois, se sont vues accorder des autorisations d'exploitation aurifère artisanale pour remettre leur produit, or brut, à l'entreprise nationale d'ex-

ploitation des mines d'Or (ENOR), a expliqué le président de l'antenne régionale d'ANAM, Djamel Chikaoui. Les services de cette instance régionale, couvrant les wilayas d'Illizi et de Djanet, organisent, des visites de contrôle et d'inspection aux sites d'exploitation pour s'assurer des activités réglementaires d'exploitation, en plus de l'orientation et l'accompagnement techniques des actions d'exploitation assurées par cinq ingé-

nieurs par souci de préserver la richesse minière, a expliqué le même responsable. Les jeunes créateurs de microentreprises ont, à ce titre, bénéficié d'une formation spécialisée en exploitation aurifère artisanale au niveau des établissements de la formation professionnelle de la wilaya de Djanet leur permettant de s'initier aux techniques d'exploitation des minerais, notamment celle aurifère. Les services de la wilaya ont fait

part, de leur côté, qu'une série de mesures seront lancées prochainement, dans le cadre des efforts de suivi des activités minières, pour prendre en charge les préoccupations des orpailleurs de la wilaya de Djanet. Dans ce cadre le wali de Djanet, Benabdallah Chaïb Ed-dour a, à cette occasion, souligné la détermination des autorités locales d'accompagner les microentreprises activant dans le domaine minier. **APS**

JIJEL : PRÉVISIONS D'AQS EN 2024

## Une production de 1,9 million de tonnes de produits sidérurgiques

La société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de Bellara (Jijel) prévoit, pour 2024, une production de 1,9 million de tonnes de produits sidérurgiques, a indiqué, mercredi, le directeur général-adjoint de l'entreprise, Sofiane ChaibSetti. La production attendue au terme de cet exercice sera supérieure de 200.000 tonnes comparativement à celle enregistrée en 2023, a précisé le même responsable, soulignant que grâce à cette augmentation, le complexe sidérurgique "aura atteint tous les objectifs fixés au titre de la première phase en attendant la seconde étape qui consiste en une opération d'extension de l'usine qui pourra ainsi atteindre une production de 4 millions de tonnes par an". M. ChaibSetti a affirmé que l'année 2024 est "prometteuse" dès lors que l'entreprise s'attachera à pénétrer de

nouveaux marchés à l'international, notamment le marché américain en y exportant du fer à béton, ce qui nécessite une adaptation du produit aux normes en vigueur dans cette partie du monde où AQS a déjà exporté du fil machine. Pour le DG-adjoint d'Algérien Qatari Steel, "2023 a été l'année la plus importante de l'histoire du complexe de Bellara qui est parvenu à conquérir les marchés de 30 pays, exportant environ 700.000 tonnes de différents produits sidérurgiques pour une valeur de près de 400 millions de dollars, en particulier après l'obtention de plusieurs certifications internationales qui lui permettent, désormais, d'intégrer des nouveaux marchés confortablement et avec compétitivité". Pour rappel, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, avait, lors de son ins-

pection de l'usine AQS, le week-end dernier, engagé les responsables concernés à "accélérer la réalisation de la deuxième phase du processus d'agrandissement du complexe, afin qu'il soit en adéquation avec la vision d'avenir des pouvoirs publics en matière de sidérurgie, en particulier après l'entrée en exploitation de la mine de Gara Debilet, dans la wilaya de Tindouf". Cette seconde phase d'extension du complexe, qui nécessite un investissement de l'ordre de 2,08 milliards de dollars, permettra de produire plus de 2,25 millions de tonnes de produits sidérurgiques pour atteindre une capacité de production totale dépassant les 4 millions de tonnes, et de réaliser un chiffre d'affaires supplémentaire de 1,75 milliard de dollars, en plus de la création de 1.500 emplois, selon la même source. **APS**

HASSI MESSAOUD

## PLUS DE 70 EXPOSANTS AU SALON INTERNATIONAL «BATISUD»

Plus de 70 exposants devront prendre part à la 4ème édition du Salon international du bâtiment, des travaux publics et des installations pétrolières dans le sud du pays, prévue du 3 au 6 février prochain à Hassi-Messaoud (80 km Est d'Ouargla), a-t-on appris samedi des organisateurs. Placée sous le signe "Transition énergétique et économie verte", cette édition verra la participation des entreprises algériennes et étrangères versées dans les activités du bâtiment, des travaux publics et des services gaziers et pétroliers, a indiqué le responsable de l'entreprise organisatrice "Souf-Foire", AbderraoufSaddouki. De même, des opérateurs économiques et représentants d'entreprises opérant en Algérie, des organismes administratifs, des entreprises publiques d'assurance et des institutions bancaires devront également prendre part à cette manifestation économique pour vulgariser leurs services et avantages accordés en termes d'octroi de prêts et de facilités. Cette manifestation devra être mise à profit par les participants pour échanger les expériences dans les domaines de la construction, travaux publics et installations pétrolières, et établir des relations avec des entreprises étrangères et intervenants dans le domaine des équipements industriels, installations et maintenance. Cet événement sera aussi une occasion pour les participants étrangers et nationaux pour conclure des contrats et partenariats. Le programme prévoit également l'animation d'une série de communications ayant trait au thème de cette manifestation. Initié par l'entreprise "Souf-Foire" avec le concours de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur et la wilaya d'Ouargla, ce salon s'assigne comme objectifs l'encouragement et l'attrait des investissements dans les domaines du bâtiment, travaux publics et installations pétrolières, la relance de développement dans le sud du pays et la promotion du climat des affaires et des opportunités d'exportation, ont indiqué les organisateurs. **APS**

TÉBESSA

## DES PARLEMENTAIRES REÇUS PAR REKHROUKH

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a reçu des membres des deux chambres du Parlement représentant la wilaya de Tébessa, qui lui ont transmis les préoccupations des habitants de cette wilaya, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de cadres centraux du ministère, et du directeur des Travaux publics de cette wilaya par visioconférence, a été l'occasion pour les parlementaires d'exposer et de discuter des préoccupations des habitants de Tébessa. Les questions soulevées sont liées principalement au développement des infrastructures routières à travers les projets de dédoublement des principaux axes routiers, ainsi qu'à la maintenance et à la réhabilitation de plusieurs tronçons du réseau routier dans la wilaya, parallèlement au lancement du projet de dédoublement, de renouvellement et de modernisation de la ligne ferroviaire minière de transport de phosphate dans la région de Bled El Hadba qui contribuera à la relance de l'économie nationale. Concernant les préoccupations exprimées par les parlementaires sur l'impact de l'exploitation des nouvelles mines de phosphate sur le réseau routier, le ministre les a rassurés, en affirmant qu'il "sera procédé à la modernisation de la ligne ferroviaire de la wilaya pour la prise en charge totale du transport des produits de fer et de phosphate et le désengorgement du réseau routier". **APS**

SELON UN RAPPORT DE

# L'ÉCONOMIE MONDIALE EN FAIBLE PERFORMANCE SUR C

Alors que le monde est à mi-parcours de ce qui devait être une décennie décisive pour le développement, son économie devrait enregistrer un triste record d'ici fin 2024 : la plus faible croissance du PIB sur une demi-décennie depuis 30 ans, ainsi que le révèlent les dernières Perspectives économiques mondiales publiées par la Banque mondiale.

À certains égards, l'économie mondiale est en meilleure posture qu'il y a un an car le risque d'une récession globale s'est éloigné, en grande

2019. Et les économies avancées devraient voir leur croissance ralentir à 1,2 % cette année, contre 1,5 % l'année dernière. « Faute d'un changement de cap majeur, les années 2020 resteront dans les annales comme une décennie d'opportunités gâchées, souligne Indermit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale. À court terme, la croissance restera faible et laissera de nombreux pays en développement — en particulier les plus pauvres — en butte à des niveaux de dette paralysants et avec près d'une personne sur trois en situation de précarité alimentaire. Un tel scénario entraverait les progrès accomplis dans la réalisation de nombreuses priorités mondiales. Cependant, il est encore possible d'inverser la tendance. Le rapport préconise une trajectoire claire pour ce faire, et décrit la transformation possible si les gouvernements agissent dès maintenant pour accélérer l'investissement et renforcer leurs cadres de politique budgétaire. » Pour lutter contre le changement climatique et réaliser d'autres objectifs clés du développement mondial d'ici 2030, les pays en développement devront augmenter considérablement leurs investissements, jusqu'à environ 2 400 milliards de dollars par an. Mais en l'absence d'un véritable train de mesures, les probabilités d'une telle progression sont minces. La hausse de l'investissement par habitant dans les économies en développement entre 2023 et 2024 ne devrait être que de 3,7 % en moyenne, soit un peu plus de la moitié du taux des deux décennies précédentes.

Le rapport propose la première analyse globale de ce qu'il faudra faire pour générer un essor durable de l'investissement, en s'appuyant sur l'expérience de 35 économies avancées et de 69 économies en développement au cours des 70 dernières années. Il constate que les pays en développement récoltent souvent un dividende économique lorsqu'elles accélèrent la croissance de l'investissement par habitant à au moins 4 % et la maintiennent pendant six ans ou plus. Dans ce cas, le rythme de convergence avec les niveaux de revenu des économies avancées s'accélère, le taux de pauvreté diminue plus rapidement et la croissance de la productivité est multipliée par quatre. D'autres avantages se matérialisent également pendant ces périodes d'essor, entre autres la baisse de l'inflation, l'amélioration de la position budgétaire et extérieure et une accélération de l'accès des habitants à internet.

« Les phases d'essor de l'investissement peuvent transformer les économies en développement et les aider à accélérer la transition énergétique et à atteindre un large éventail d'objectifs de développement, déclare Ayhan Kose, économiste en chef adjoint de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives. Pour déclencher de tels cycles, les pays en développement doivent mettre en œuvre des trains de mesures visant à améliorer les cadres budgétaires et monétaires, à développer les échanges commerciaux et les flux financiers internationaux, à améliorer le climat d'investissement et à renforcer la qualité des institutions. La tâche est difficile, mais nombre d'entre eux ont déjà réussi à le faire. Renouveler ces efforts contribuera à atténuer le ralentissement prévu de la croissance potentielle au cours du reste de la décennie. » Les dernières Perspectives économiques mondiales se penchent également sur le cas des pays exportateurs de produits de base, qui représentent les deux tiers des pays en développement, en décrivant comment ils pourraient éviter les alternances d'expansion



et de ralentissement. Le rapport constate que les gouvernements de ces pays adoptent souvent des politiques budgétaires qui intensifient ces cycles. Par exemple, lorsque l'augmentation des prix des matières premières stimule la croissance d'un point de pourcentage, les gouvernements augmentent les dépenses, avec à la clé 0,2 point de croissance supplémentaire. En général, en période de prospérité, la politique budgétaire tend à surchauffer l'économie, et dans les moments difficiles, elle aggrave le marasme. Cette « procyclicité » est 30 % plus forte dans les pays exportateurs de produits de base que dans les autres économies en développement. En outre, les politiques budgétaires sont souvent 40 % plus volatiles dans ces pays que dans les autres économies en développement. L'instabilité associée à la procyclicité et à la volatilité accrues de la politique budgétaire pèse de manière chronique sur les perspectives de croissance des économies en développement exportatrices de matières premières. Ce frein peut être réduit en mettant en place un cadre budgétaire qui discipline les dépenses publiques, en adoptant des régimes de taux de change flexibles et en évitant les restrictions sur les mouvements de capitaux internationaux. Ces mesures politiques pourraient aider les pays en développement exportateurs de produits de base à augmenter la croissance de leur PIB par habitant d'un point de pourcentage tous les quatre ou cinq ans en moyenne. Les pays peuvent également tirer profit de la constitution de fonds souverains et d'autres fonds de secours pouvant être déployés rapidement en cas d'urgence.

## FAIBLE CROISSANCE, MULTIPLES DÉFIS

La croissance mondiale devrait fléchir encore davantage cette année dans un contexte marqué par des politiques monétaires restrictives, un durcissement des conditions financières et la faiblesse des échanges commerciaux et des investissements. Une intensification du conflit au Moyen-Orient, des tensions financières accrues, une inflation persistante, une fragmentation des échanges commerciaux et des catastrophes climatiques sont autant de risques baissiers qui pèsent sur les perspectives de croissance. La coopération mondiale est néces-

saire pour alimenter l'intégration mondiale et le changement climatique. Les perspectives de croissance en développement sont volatiles. Les politiques budgétaires tendent à surchauffer l'économie, et dans les moments difficiles, elle aggrave le marasme. Cette « procyclicité » est 30 % plus forte dans les pays exportateurs de produits de base que dans les autres économies en développement. En outre, les politiques budgétaires sont souvent 40 % plus volatiles dans ces pays que dans les autres économies en développement. L'instabilité associée à la procyclicité et à la volatilité accrues de la politique budgétaire pèse de manière chronique sur les perspectives de croissance des économies en développement exportatrices de matières premières. Ce frein peut être réduit en mettant en place un cadre budgétaire qui discipline les dépenses publiques, en adoptant des régimes de taux de change flexibles et en évitant les restrictions sur les mouvements de capitaux internationaux. Ces mesures politiques pourraient aider les pays en développement exportateurs de produits de base à augmenter la croissance de leur PIB par habitant d'un point de pourcentage tous les quatre ou cinq ans en moyenne. Les pays peuvent également tirer profit de la constitution de fonds souverains et d'autres fonds de secours pouvant être déployés rapidement en cas d'urgence.

## PERSPECTIVES RÉGIONALES

Les perspectives de croissance internationale devraient marquer une baisse dans les économies émergentes et d'Asie de l'Est, en raison du ralentissement de l'Asie centrale et à des degrés divers dans le monde. La croissance mondiale devrait être mesurée que par la mesure que par la mesure. Plusieurs risques de volatilité accrue des denrées alimentaires et de la demande ex-

**Des réformes favorisant l'investissement et le renforcement de la politique budgétaire pourraient contribuer à inverser la tendance, souligne un récent rapport de la Banque mondiale.**

partie grâce à la vigueur de l'économie américaine. Néanmoins, les tensions géopolitiques croissantes pourraient engendrer de nouveaux risques à court terme. Par ailleurs, les perspectives à moyen terme se sont assombries pour de nombreux pays en développement, en raison du ralentissement de la croissance dans la plupart des grandes économies, de l'atonie du commerce mondial et des conditions financières les plus restrictives depuis des décennies. Ainsi, la progression des échanges mondiaux en 2024 ne devrait représenter que la moitié de la moyenne enregistrée pendant les dix années ayant précédé la pandémie. En outre, les coûts d'emprunt pour les économies en développement — en particulier celles dont la note de crédit est médiocre — devraient rester élevés, les taux d'intérêt mondiaux étant bloqués à des niveaux record depuis quatre décennies (en termes corrigés de l'inflation).

La croissance mondiale devrait ralentir pour la troisième année consécutive, passant de 2,6 % l'an dernier à 2,4 % en 2024, soit près de trois quarts de point de pourcentage en dessous de la moyenne des années 2010. Les économies en développement ne devraient croître que de 3,9 %, soit plus d'un point de pourcentage de moins que la moyenne de la décennie précédente. Après une performance décevante l'année dernière, les pays à faible revenu devraient connaître une croissance de 5,5 %, plus médiocre que prévu. À la fin de 2024, les habitants d'environ un pays en développement sur quatre et d'environ 40 % des pays à faible revenu seront toujours plus pauvres qu'ils ne l'étaient à la veille de la pandémie de COVID en



LA BANQUE MONDIALE

# PASSE DE RÉALISER SA PLUS CINQ ANNÉES DEPUIS 30 ANS



tions financières et catastrophes naturelles liées au changement climatique. En Asie de l'Est et Pacifique, la croissance devrait reculer à 4,5 % en 2024 et 4,4 % en 2025. En Europe et Asie centrale, la croissance devrait marquer le pas à 2,4 % en 2024 avant de remonter à 2,7 % en 2025, souligne la banque mondiale alors qu'en Amérique latine et Caraïbes, la croissance devrait atteindre 2,3 % en 2024, puis 2,5 % en 2025. En outre, au Moyen-Orient et Afrique du Nord, la croissance devrait remonter 3,5 % en 2024 et se maintenir à ce niveau en 2025.

En Asie du Sud, la croissance devrait ralentir à 5,6 % en 2024, avant d'atteindre 5,9 % en 2025 et en Afrique subsaharienne, la croissance devrait grimper à 3,8 % en 2024, puis à 4,1 % en 2025.

## LA GRANDE PEUR DE L'INFLATION MONDIALE EST-ELLE DERRIÈRE NOUS ?

La grande peur inflationniste de l'ère post-COVID a été alimentée par toute une série de chocs défavorables au cours des quatre dernières années. Après s'être effondrée au début de la pandémie, début 2020, l'inflation mondiale est repartie à la hausse plus tard dans l'année lorsque la demande a rebondi, que les goulets d'étranglement de l'offre se sont resserrés et que les prix du pétrole ont grimpé. Elle a encore augmenté à la suite du conflit russo-ukrainien, avec l'envolée des prix du pétrole et des denrées alimentaires et l'apparition de nouvelles ruptures d'approvisionnement.

Depuis juillet 2022 cependant, l'inflation mondiale n'a cessé de baisser. Les prévisions des professionnels, les anticipations d'inflation basées sur les marchés financiers, les enquêtes auprès des consommateurs et les estimations des modèles vont toutes dans le même sens : dans les mois à venir, l'inflation mondiale ne peut que faiblir. Prenant acte de ce consensus, les marchés financiers s'attendent à présent à ce que les principales banques centrales réduisent leurs taux d'intérêt au cours du premier semestre de l'année prochaine. Alors, la grande peur de l'inflation est-elle derrière nous ?

Les signaux envoyés par les principales banques centrales la semaine dernière traduisent une certaine divergence. La Réserve fédérale américaine a fait état d'une possible évolution de sa politique, en alignant sa trajectoire de taux d'intérêt sur les attentes du marché. En revanche, la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre sont restées sur leurs positions, soulignant qu'un changement d'orientation ne serait possible que si des preuves crédibles d'une baisse durable de l'inflation apparaissaient.

Il y a donc d'un côté des raisons d'être optimiste : de nombreux facteurs devraient entraîner un nouveau recul de l'inflation mondiale dans les mois à venir. Mais, d'un autre côté, la prudence reste de mise jusqu'à ce que cela se produise réellement, car des risques persistent, qui pourraient retarder la baisse de l'inflation ou raviver les pressions sur les prix. Tous les moteurs fondamentaux de l'inflation mondiale indiquent qu'elle devrait diminuer au cours des prochains mois : la demande mondiale ralentit, les perturbations de l'offre s'estompent et les prix des matières premières se modèrent alors que les politiques monétaires sont toujours restrictives. L'inflation est fortement synchronisée entre les pays, ce qui signifie que ces facteurs devraient faire baisser l'inflation partout dans le monde. La demande mondiale devrait se modérer l'année prochaine en raison de condi-

tions financières tendues, d'un commerce international atone et d'un soutien budgétaire limité. Or les facteurs liés à la demande mondiale représentent près de 30 % de la variation de l'inflation. Avec le ralentissement de l'activité mondiale, l'impact de ces facteurs sur l'inflation diminuera. L'atténuation des pressions sur l'offre mondiale devrait également contribuer à la baisse de l'inflation. Ces pressions sont récemment retombées à des niveaux historiquement bas en raison de la faiblesse généralisée des échanges de biens et de la diminution des perturbations de l'offre consécutives à la pandémie. Malgré des marchés du travail toujours tendus, le nombre des offres d'emploi a progressivement baissé et la hausse des salaires s'est globalement ralentie aux États-Unis et dans certaines autres économies avancées. La politique monétaire restera restrictive dans les grandes économies afin de garantir un retour de l'inflation au niveau des objectifs des banques centrales. En dépit du récent déclin de l'inflation, les trois principales banques centrales ont réitéré leur intention de maintenir des taux d'intérêt directs élevés jusqu'à ce qu'elles voient des preuves convaincantes de la disparition des pressions sur les prix, tandis que la Réserve fédérale américaine a indiqué la possibilité d'une baisse de ses taux en 2024. Cela signifie que, même si les banques centrales commencent à abaisser leurs taux directs, elles les maintiendront à un niveau suffisamment élevé pour contenir les pressions sur les prix. Les effets différés et continus de taux d'intérêt réels élevés devraient maintenir l'activité mondiale à un faible niveau, ce qui modèrera encore les forces inflationnistes dans les mois à venir.

## DES MOTIFS DE PRUDENCE

Pourtant, au moins deux grandes raisons incitent à la prudence quant au rythme futur de la baisse de l'inflation : l'éventualité d'un choc inflationniste dû aux tensions géopolitiques et la persistance des pressions qui ont maintenu l'inflation sous-jacente à un niveau élevé. Les banques centrales s'interrogent encore pour savoir si elles peuvent ramener l'inflation dans leurs fourchettes cibles sans déclencher un ralentissement brutal de l'activité.

Au cours des 14 derniers mois, le recul de l'inflation sous-jacente mondiale a été moins important que celui de l'inflation globale. Les pressions persistantes sur les prix dans le secteur des services, dues à une forte demande, ont limité la baisse de l'inflation sous-jacente. À l'avenir, celle-ci devra continuer à diminuer pour convaincre les banques centrales que les pressions inflationnistes ont été clairement maîtrisées. Il faudra probablement pour cela une nouvelle modération de la demande, en particulier pour les services, ainsi qu'un ralentissement des marchés du travail.

Les tensions géopolitiques sont un moteur inflationniste important depuis des décennies. Le conflit au Moyen-Orient — qui intervient après les perturbations consécutives au conflit russo-ukrainien — pourrait constituer un autre facteur majeur d'inflation en déstabilisant les marchés mondiaux de l'énergie. Bien que l'impact ait été limité jusqu'à présent, une escalade du conflit pourrait entraîner une forte augmentation des prix du pétrole, car la région représente près de 30 % de la production mondiale d'or noir. Lorsque les prix du pétrole augmentent de 10 %, l'inflation mondiale progresse de 0,35 point de pourcentage en l'espace d'un an. Une telle hausse des cours pétroliers pourrait également affecter l'inflation sous-jacente, s'il y

a d'importants effets secondaires sur les salaires et les coûts de production en général, et si les anticipations d'inflation se modifient à la hausse. Même si l'inflation a diminué dans le monde entier au cours de l'année écoulée, elle reste supérieure à l'objectif dans deux tiers des pays ayant défini des cibles à atteindre en la matière. Les prévisionnistes estiment qu'elle restera supérieure à l'objectif dans plus des deux cinquièmes de ces pays l'année prochaine. Par ailleurs, l'inflation a certes diminué dans de nombreuses économies en développement au cours des deux dernières années, mais elle s'est établie toujours à deux chiffres dans plus d'un cinquième de ces pays. Il est peu probable que les banques centrales abaissent fortement leurs taux d'intérêt tant qu'elles ne seront pas convaincues que l'inflation est fermement engagée sur la voie d'un retour vers les fourchettes cibles. Par conséquent, la politique monétaire restera restrictive. De possibles perturbations des marchés mondiaux de l'énergie et des chaînes d'approvisionnement pourraient prolonger le dilemme actuel de nombreuses banques centrales, à savoir comment ramener l'inflation dans les fourchettes cibles tout en ménageant un atterrissage en douceur. La récente baisse de l'inflation est un signe encourageant, mais il est trop tôt pour se réjouir. Il existe encore des risques qui pourraient ralentir la baisse de l'inflation ou la faire augmenter. Sachant que l'inflation est en général synchronisée à l'échelle mondiale, sa résurgence dans les économies avancées pourrait en outre nuire aux économies en développement. Concernant les économies africaines, elles devraient enregistrer des gains économiques modérés au cours de la nouvelle année, dans un contexte marqué par de nombreux défis nationaux et internationaux. Selon le rapport des Nations Unies sur la Situation et les perspectives de l'économie mondiale (WESP) 2024, la croissance économique du continent devrait s'accroître légèrement, avec un PIB moyen qui pourrait atteindre 3,5 pour cent. Les niveaux élevés d'endettement sont l'un des principaux défis auxquels les économies africaines devront faire face à l'avenir, selon le rapport. Le rapport souligne que la stabilité fiscale reste difficile à atteindre et que de nombreux pays peinent à augmenter leurs recettes fiscales, indispensables à la viabilité de l'économie. Le changement climatique continue d'être un catalyseur imprévisible, ayant un impact significatif sur les économies dépendantes de l'agriculture. La Corne de l'Afrique, frappée à plusieurs reprises par des sécheresses exacerbées par le changement climatique d'origine humaine, est confrontée à des menaces permanentes pour la sécurité alimentaire et la stabilité économique. La vulnérabilité de l'Afrique australe a été mise à nu par le cyclone Freddy en mars 2023, dont les pertes se chiffrent en centaines de millions. Ces incidents soulignent le besoin urgent de stratégies de résilience climatique. Le ralentissement mondial du commerce a également ralenti la croissance économique en Afrique. En effet, la demande des principaux pays qui absorbent les exportations africaines est moins forte et les prix des matières premières et des biens vendus par le continent ont cessé de grimper. Pour booster les échanges intra-africains, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est une initiative centrale salubre. Son objectif est de renforcer l'intégration économique et d'accroître les flux commerciaux sur le continent en créant un marché unique pour les biens et les services.

Par Amel B. et Agences

NIGERIA

## VERS LA RÉCUPÉRATION DE 9 MILLIONS DE DOLLARS DÉTOURNÉS AU ROYAUME-UNI

Près de 9 millions de dollars stockés dans des paradis fiscaux sur l'île anglaise de Jersey seront rendus au Nigeria. Ces fonds avaient été confisqués par la Cour royale avant qu'un tribunal ne décide de leur renvoi à Abuja.

Selon le tribunal de Jersey, l'argent était dédié à l'achat d'armes et de matériel aéronautique entre 2009 et 2015 dans la lutte contre Boko Haram. Ces sommes ont finalement été détournées vers des sociétés-écrans appartenant à des membres du gouvernement du président Goodluck Jonathan. L'Unité de la criminalité économique et de la confiscation du Département des avocats de Jersey, qui a travaillé en étroite collaboration avec les autorités nigériennes dans ce dossier a salué la contribution d'Abuja. La date de la restitution des fonds n'a pas encore été choisie, elle doit être décidée par le gouvernement après l'accord de la Cour royale de Jersey. En 2020, plus de 300 millions de dollars détournés par le général Sani Abacha et sa famille et cachés dans des comptes bancaires de Jersey ont été rapatriés au Nigeria à la suite d'un accord historique.

In Africanews

NIGERIA

## Réparatrice de téléphones, Falmata Usman brise les barrières

**Au Nigeria, Mafa, dans l'Etat de Borno, fait partie des nombreuses villes qui subissent régulièrement les attaques des terroristes de Boko Haram, forçant plusieurs personnes à fuir villages et cultures.**

**S**i une certaine accalmie semble régner ces derniers mois, la vie des habitants pris au piège s'est nettement dégradée. Pour se redonner une lueur d'espoir, de petits commerces ouvrent, comme celui de Falmata Usman. Elle répare les téléphones portables, un métier jusque-là réservé aux hommes dans sa communauté. Avec cette corde à son arc, la jeune femme de 23 ans parvient à subvenir aux besoins des siens.

J'étais à l'école et avant de faire ce métier, j'ai obtenu mon diplôme, et j'étais à la maison jusqu'à ce que des années plus tard, j'ai développé un intérêt et une inspiration pour la réparation des téléphones et comme vous pouvez le voir, je peux prendre soin de moi-même et aussi de ceux qui m'entourent, explique-t-elle. Sa technique et son profes-



sionnalisme ont fini par convaincre les plus sceptiques. Aujourd'hui, Falmata fait la fierté de plusieurs habitants de Mafa qui n'hésitent pas à s'offrir ses services. D'autres louent son courage à briser les barrières hommes-femmes dans une société fortement inégalitaire. Elle travaille très

bien, elle fait des progrès, avec son équipe. J'ai vu des femmes s'engager dans ce genre de métier. Si elle l'enseigne à d'autres filles, elles enseigneront aussi aux autres, cela signifie des progrès, souligne un habitant de Mafa. Des progrès dans la mentalité, c'est le rêve de plusieurs femmes ici à

Mafa, contraintes de jouer des rôles mineurs dans la société. Falmata Usman veut servir d'exemple à sa génération en formant certaines jeunes filles de sa communauté et en les incitant à s'adonner à plusieurs activités. "Je conseillerai aux femmes de ne pas rester à la maison à ne rien faire, même si vous êtes mariés ou si vous êtes une jeune femme, on s'attend à ce que vous soyez inactives, surtout lorsque vous avez des enfants, vous ne dépendez que de votre mari pour subvenir à vos besoins. La vie n'est pas facile maintenant oui, le père va subvenir aux besoins de ses enfants et de vous, mais il sera bon que vous jouez votre rôle en faisant une activité peu importe, la taille de votre business... Les faibles commencements finissent par devenir de grandes choses", ajoute-t-elle

In Africanews

CAMEROUN

## Les entreprises Caputraco et Whole choisies pour construire les voies de contournement de la pénétrante Est de Douala

Infrastructure de 9 km visant à fluidifier le trafic à l'entrée du côté Est de la métropole économique camerounaise, la pénétrante Est de Douala est en cours de construction depuis quelques années déjà. Le chantier de construction des voies de contournement de la pénétrante Est de Douala devrait démarrer « sous peu », selon le rapport parvenu à Investir au Cameroun de la réunion de concertation des responsables du dossier au ministère camerounais des Travaux

publics, le 17 janvier. Le projet consiste en la construction d'un boulevard urbain de 10 km environ à l'entrée Est de la ville.

Whole et Caputraco, des entreprises locales de BTP, ont été sélectionnées pour réaliser ces voies de déviation sous la supervision du maître d'ouvrage délégué, le canadien Magil. Les travaux consistent concrètement en l'aménagement de 3 voies en pavés autobloquants, notamment sur les axes Ari-logements

sociaux, collège CPLAN-Cimetière de Nyalla-Parisco et Ari-école publique de Yatchika, respectivement de 3,1, 3,8 et 4 kilomètres. Les coûts respectifs prévus sont approximativement de 665,9 millions, 1,1 milliard et 1,2 milliard FCFA, soit un total environnant les 3 milliards FCFA. C'est environ 1 milliard FCFA de plus que le montant spécifié dans le budget annexé au contrat pour « l'aménagement de routes alternatives » signé début décembre 2019 entre Magil et le

MINTP. Il était alors de 3,3 millions d'euros (un peu plus de 2 milliards FCFA). L'annonce du démarrage des travaux de construction des voies de contournement de la pénétrante Est intervient 5 ans après le début du chantier lancé en 2019. Selon les autorités, l'aménagement de ces voies secondaires doit permettre de fluidifier la circulation sur ce tronçon des corridors Douala-N'Djamena et Douala-Bangui.

In Agence Ecofin

NIGERIA

## Parallel Wireless et Hotspot Networks offriront une connectivité Internet à 500 zones rurales

Dans le but de connecter une proportion importante de sa population à Internet, le Nigeria facilite l'installation des fournisseurs d'accès à Internet sur son territoire. Un acteur américain renforce sa position sur le marché par le biais d'un partenariat avec un fournisseur local.

Le fournisseur américain de services Internet Parallel Wireless a annoncé la semaine dernière la signature d'un partena-

riat avec son homologue nigérian Hotspot Network Limited pour fournir Internet dans 500 zones rurales du Nigeria. L'objectif est de connecter les populations de ces régions aux services essentiels que sont la santé, l'éducation ou encore les services financiers, ce qui améliorera leur qualité de vie au quotidien. « En mettant l'accent sur l'équilibre entre vitesse et fiabilité, nous nous sommes donnés pour mission

de déployer des réseaux 2G et 4G là où c'est pertinent afin de connecter le plus grand nombre de résidents possible. [...] Plutôt que de laisser des technologies encombrantes limiter nos ambitions communes, nous avons adapté l'implémentation de l'Open RAN pour répondre aux besoins du projet et permettre un déploiement plus souple », a déclaré Yisrael Nov, vice-président chargé des ventes mondiales chez Parallel

Wireless. Le Nigeria, comme plusieurs pays africains, investit dans l'accélération de sa transformation numérique et dispose d'un des écosystèmes technologiques les plus matures du continent. Il est indispensable pour les autorités d'éliminer les zones blanches sur le territoire afin d'assurer l'inclusion numérique et d'augmenter l'impact des diverses actions du politique dans le secteur technologique.

Le gouvernement de Bola Tinubu s'est fixé pour objectif de connecter 70 % de la population au haut débit à l'horizon 2025.

Pour rappel, le Nigeria est le plus important marché d'Afrique. Le pays disposait au début de l'année 2023 d'un taux de pénétration d'Internet de 55,3 % pour 122,5 millions d'internautes, selon les données de DataReportal.

In We Are Tech Africa

TUNISIE

## La balance commerciale des produits de la pêche excédentaire de 286 MD à fin novembre 2023

La balance commerciale des produits de la pêche a réalisé un excédent de 286 millions de dinars (MD) à fin novembre 2023. Cet excédent est en baisse de 26,3%, par rapport à celui réalisé à fin novembre 2022 (388 MD), selon des données de l'Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI), publiées hier vendredi. Les exportations des produits de la pêche se sont établies à 32 mille

tonnes d'une valeur de 712 MD, à fin novembre 2023, soit un repli de 6% en valeur et de 3% en quantité par rapport à la même période de 2022.

L'ONAGRI a fait également, état d'une baisse de 0,3% des prix à l'exportation par rapport à novembre 2022 (22,3 D/KG). Les espèces les plus exportées sont les poissons (13,2 mille tonnes), les crustacés (9,2 mille tonnes), les

conserves et les semi-conserves (7,2 mille tonnes). Les exportations tunisiennes de produits de la pêche se répartissent sur 45 destinations. L'Italie en est le premier importateur (33%), suivie par la Libye (17%) et l'Espagne (13%). La valeur des importations des produits de la pêche a augmenté de 16,1%, à 426 MD à fin novembre 2023. Les quantités importées ont enregistré

une hausse de 17% à 69 mille tonnes. Les prix à l'importation ont stagné par rapport à la même période de 2022, s'établissant à 6,2 D Kg.

Les quantités importées sont destinées à l'industrialisation à raison de 64% (thon congelé et anchois), à l'engraissement (20%) et à l'approvisionnement du marché (16%)

In African Manager



EN SE COMPLIQUANT LA VIE AVEC SES DEUX NULS

# L'EN devra s'imposer dans une finale face à la Mauritanie

**La sélection nationale a fait une entrée difficile dans cette compétition. Elle n'a pas réussi à s'imposer face à des adversaires moins bien classés qu'elle dans le classement FIFA. Il lui reste à montrer un autre visage face à la Mauritanie si elle veut se qualifier aux huitièmes de finale.**

Après avoir ramené le nul face au Burkina Faso aux ultimes minutes du match, l'Algérie se trouve devancé aux points à la fois par l'Angola et le Burkina Faso. L'Algérie devra battre la Mauritanie mardi prochain et attendre le résultat du match Burkina Faso-Angola pour espérer se qualifier aux huitièmes de finale. Ce qu'il faut retenir comme point positif dans cette confrontation avec le Burkina Faso, c'est la force mentale de cette équipe qui défait au score n'a pas lâché, s'est battu jusqu'aux ultimes minutes pour décrocher le nul qui la maintient en vie avant d'affronter l'équipe mauritanienne. «Je retiens la détermination des joueurs qui n'ont pas abdiqué» a déclaré Djamel Belmadi lors de la



conférence de presse organisée à l'issue du match contre le Burkina Faso. Ce qu'il faut retenir également c'est l'impact des joueurs qui entrent en jeu et qui ont

contribué à ramener le nul face au Burkina, à savoir Amoura et Ounas ainsi que le rendement satisfaisant de Baghdad Bounedjah et de Youcef Belaili. Le premier en

marquant trois buts depuis le début de la compétition et sa participation décisive au maintien de l'Algérie après deux matchs de compétition. Résumant le match, Djamel Belmadi a ajouté «J'ai vu de bonnes de moins de bonnes choses dans cette partie.

Dans le premier half, on a le contrôle du match. On rentre aux vestiaires avec un score défavorable. En deuxième mi-temps, on ne se procure pas des occasions mais on n'arrive pas à concrétiser. Ainsi, on encaisse sur le peu d'actions» Ce qui veut dire que le Burkina Faso a été plus efficace.

Le point faible dans ces deux matches a été donc l'efficacité de l'attaque devant les buts. Il nous manque la précision dans le dernier match, on n'arrive pas à tuer le match, ne cessait de répéter le sélectionneur national. Tout un chantier. Comme nous le disions auparavant, le sélectionneur n'a pas, en outre, encore réglé le problème de la fébrilité de la défense qui a jusqu'ici encaissé 3 buts en deux matches. L'EN jusqu'ici n'a plus retrouvé la solidité de la défense de 2019 lorsqu'elle avait réussi à remporter le trophée grâce entre autres à la grinta des défenseurs. Nous disions également que la force de l'équipe nationale dans une période donnée est l'état de forme des joueurs. Or, celui qui est capable de basculer le match, à savoir Ryad Mahrez est nette réforme et n'a rien montré de sa verve au cours de ces deux derniers matchs. Il faut rappeler ici que le travers de l'équipe nationale est depuis longtemps cet art de se compliquer la vie en Coupe d'Afrique. Ce qui a valu à l'Algérie de se faire éliminer à la phase des poules ou de se qualifier aux huitièmes de finale très difficilement. Cela montre un aspect psychologique qu'il faudrait analyser et trouver des solutions. L'Algérie n'a donc qu'à retenir les leçons de ces deux journées et les leçons des déceptions passées si elle veut passer aux huitièmes de finale.

Khaled Remouche

ALGÉRIE-BURKINA FASO (2-2):

## LA FAF INTRODUIT UNE RÉCLAMATION OFFICIELLE CONTRE L'ARBITRE DE LA VAR

La Fédération algérienne de football (FAF) a introduit une réclamation officielle contre l'arbitre de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR) le Gabonais Atcho Pierre Ghislain, du match face au Burkina Faso (2-2), disputé samedi après-midi au stade de la Paix à Bouaké, pour le compte de la 2e journée (Gr.D) de la CAN-2023, a appris l'APS auprès du président de la FAF Walid Sadi.

«La FAF a accompagné cette réclamation officielle par des photos et vidéos, suite à

des situations de penalties évidents. La VAR n'a pas branché. L'ensemble des situations litigieuses ont été transmises au secrétaire général de la Confédération africaine (CAF) Véron Monsengo-Omba qui s'est montré étonné», a expliqué à l'APS le président de l'instance fédérale. Lors de la conférence de presse d'après-match, le sélectionneur national Djamel Belmadi a contesté l'arbitrage de cette rencontre. «Il y avait une main évidente en pleine surface, c'était un penal-

ty flagrant, je me permets de le signaler», a-t-il indiqué. L'équipe nationale a enchaîné un deuxième match nul de rang, après celui concédé d'entrée lundi face à l'Angola (1-1).

Avec deux points au compteur, les «Verts» devront impérativement l'emporter mardi face à la Mauritanie au stade de Bouaké (21h00, algérienne) pour espérer se qualifier aux 8<sup>e</sup> de finale de la compétition.

APS

## L'Angola et le Burkina Faso en tête du groupe D

La sélection angolaise de football a dominé son homologue mauritanienne (3-2, mi-temps 1-1) en match disputé samedi soir au Stade de la Paix (Bouaké), pour le compte de la deuxième journée de la phase de poules (Groupe D), dans le cadre de la Coupe d'Afrique des nations actuellement en cours en Côte d'Ivoire.

Les buts de l'Angola ont été inscrits par Gilberto (53'), et Gelson Dala, ayant grandement contribué à ce succès, en réussissant un doublé aux 30' et 50'. Côté Mourabitoune, les réalisations étaient signées : Amar Sidi Bouna (43') et Aboubakary Koita (58'). Un peu plus tôt dans l'après-midi, l'Algérie et le Burkina Faso s'étaient neutralisés (2-2) dans un chaud duel plein de rebondissements et qui avait attendu la 90'+5 pour livrer toutes ses vérités.

En effet, après l'ouverture du score par Mohamed Konaté (45'+3), l'Algérie avait réussi à égaliser par Bounedjah à la 51', avant de concéder un deuxième but sur pénalty à la 71', devant

l'expérimenté Bertrand Traoré (2-1). Mais Les Verts n'avaient pas dit leur dernier mot, et c'est encore une fois l'homme en forme Baghdad Bounedjah qui a sauvé la mise, en inscrivant le but de l'égalisation d'une belle tête piquée à la 90'+5.

A l'issue de cette deuxième journée, l'Angola et le Burkina Faso se partagent le leadership du Groupe (D), avec quatre points pour chaque nation, alors que l'Algérie pointe à la troisième place, avec deux unités, devant la Mauritanie, qui ferme la marche, avec zéro point, après deux défaites en autant de matches.

Lors de la troisième et dernière journée de ce Groupe D, prévue le mardi 23 janvier (21h00), l'Algérie affrontera la Mauritanie à Bouaké, alors que le Burkina Faso sera opposé à l'Angola à Yamoussoukro.

A la fin de la phase de poules, les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleures troisièmes se qualifieront pour les 1/8es de finale de l'épreuve.

### Déclarations à l'issue du match Mauritanie-Angola (2-3)

**Pedro Gonçalves (sélectionneur/Angola):** «Nous avons joué contre une belle équipe mauritanienne, elle aura encore beaucoup à prouver, elle est combattante. Ça a été un match spectaculaire et très engagé. Cette victoire importante nous permet de s'installer en tête avec une différence de buts favorable par rapport au Burkina Faso. Maintenant, nous allons essayer de préserver la dynamique en allant chercher la qualification au prochain tour. Je tiens à rendre hommage à mes joueurs qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes, tout en se montrant patients. Nous avons un schéma tactique bien défini qu'on va le mettre en application pour le match décisif face au Burkina Faso».

**- Amir Abdou (sélectionneur/Mauritanie):** «C'était un match assez ouvert en transitions. On a donné des cadeaux

aux Angolais, on est revenus à chaque fois à la marque, on a été punis ce soir face à une équipe qui fait très mal en verticalité. Quand vous perdez un ballon dans les 25 mètres, ça ne pardonne pas dans le haut niveau. On a été plutôt spectateurs qu'acteurs. Je ne peux pas expliquer cette défaite par un problème physique et tactique, mais plutôt par le fait qu'on n'a pas été bons sur certains aspects. Même si on a mis deux buts, on se doit d'être plus réalistes. On a couru derrière le score, c'est difficile pour équipe comme la nôtre. Il faut posi-

ver, il ne faut s'arrêter là, même s'il s'agit d'une grosse déception. On n'est pas là pour distribuer des points pour l'Algérie (mardi à Bouaké, NDLR), on va se préparer en conséquence. Je respecte l'équipe algérienne, c'est une très belle équipe, notre objectif est de faire une belle prestation, on va s'accrocher pour aller chercher un bon résultat. Nous n'avons pas donné une mauvaise image, il faut continuer à avancer et ne pas se lamenter. Je suis désolé d'avoir déçu le peuple mauritanien».

APS

### LA TUNISIE ET LE MALI FONT MATCH NUL (1-1)

La Tunisie et le Mali ont fait match nul 1 à 1 lors de la deuxième journée du groupe E de la Coupe d'Afrique des nations, samedi à Korhogo. Battue par la Namibie (1-0) lors du premier match, la Tunisie reste à la troisième place, avec trois longueurs de retard sur son adversaire du jour, premier (4 pts). Lassine Sinayoko (10e) a ouvert le score pour le Mali et la Tunisie a égalisé dix minutes plus tard par Hamza Rafia (20e). La Namibie, deuxième avec trois points, joue dimanche contre l'Afrique du Sud, quatrième et dernière après sa défaite inaugurale contre le Mali (2-0).

APS

L'HÉRITAGE DE MALEK BENNABI

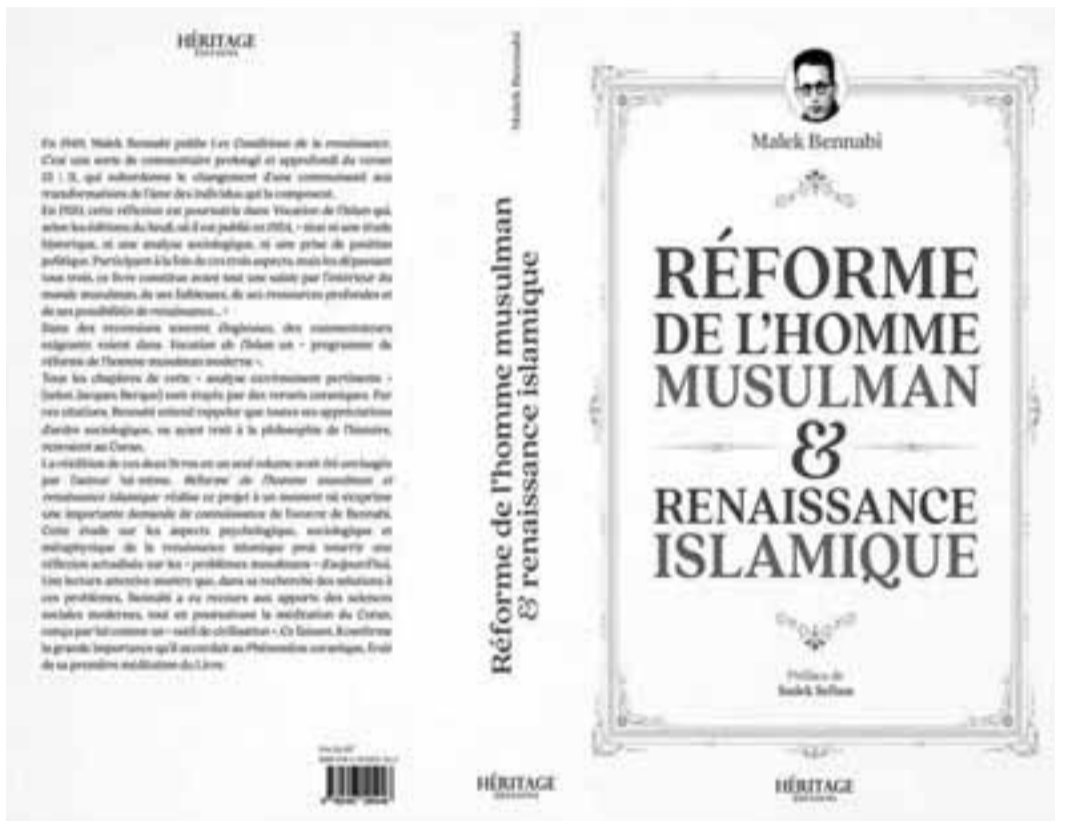
# Réforme de l'homme et renaissance civilisationnelle

En 1949, Malek Bennabi publie *Les Conditions de la renaissance*. C'est une sorte de commentaire prolongé et approfondi du verset 13 : 11, qui subordonne le changement d'une communauté aux transformations de l'âme des individus qui la composent.

En 1950, cette réflexion est poursuivie dans *Vocation de l'Islam* qui, selon les éditions du Seuil, où il est publié en 1954, « n'est ni une étude historique, ni une analyse sociologique, ni une prise de position politique. Participant à la fois de ces trois aspects, mais les dépassant tous trois. Ce livre constitue avant tout une saisie par l'intérieur du monde musulman, de ses faiblesses, de ses ressources profondes et de ses possibilités de renaissance...» En 1949, Malek Bennabi publie *Les Conditions de la renaissance*. C'est une sorte de commentaire prolongé et approfondi du verset 13 : 11, qui subordonne le changement d'une communauté aux transformations de l'âme des individus qui la composent. Dans des recensions souvent élogieuses, des commentateurs exigeants voient dans *Vocation de l'Islam* un « programme de réforme de l'homme musulman moderne ». Tous les chapitres de cette « analyse extrêmement pertinente » (selon Jacques Berque) sont étayés par des versets coraniques. Par ces citations,

Bennabi entend rappeler que toutes ses appréciations d'ordre sociologique, ou ayant trait à la philosophie de l'histoire, renvoient au Coran. La réédition de ces deux livres en un seul volume avait été envisagée par l'auteur lui-même. *Réforme de l'homme musulman et renaissance islamique* réalise ce projet à un moment où s'exprime une importante demande de connaissance de l'œuvre de Bennabi. Cette étude sur les aspects psychologique, sociologique et métaphysique de la renaissance islamique peut nourrir une réflexion actualisée sur les « problèmes musulmans » d'aujourd'hui. Une lecture attentive montre que, dans sa recherche des solutions à ces problèmes, Bennabi a eu recours aux apports des sciences sociales modernes, tout en poursuivant la méditation du Coran, conçu par lui comme un « outil de civilisation ». Ce faisant, il confirme la grande importance qu'il accordait au Phénomène coranique, fruit de sa première méditation du Livre.

I.Med



MALEK BENNABI ET LES « MÉMOIRES D'UN TÉMOIN DU SIÈCLE »

## Un colonisé dans une France colonisée

Pour appréhender les aspects les plus saillants du parcours personnel de Bennabi en lien étroit avec son œuvre, il est utile d'en référer à un ouvrage autobiographique

Malek Bennabi, 2006, *Mémoires d'un témoin du siècle...*, qui renferme des éléments relatifs à sa trajectoire personnelle, pleinement révélateurs de son cheminement intellectuel et de l'orientation qu'il donnera à ses écrits. D'ailleurs, l'auteur lui-même reconnaît entièrement l'empreinte de son vécu dans la genèse de sa pensée : « Je note ici tous ces détails parce que je ne les crois pas insignifiants dans la genèse d'un état d'esprit qui allait, peu à peu, m'inspirer une sainte horreur à l'égard de tout ce qui est inesthétique

À cet égard, deux ouvrages majeurs ont marqué l'enfance et la jeunesse de Bennabi : celui d'un certain Ahmed Riza (1859-1930), intitulé *La faillite morale de la politique occidentale en Orient et celui de Mohamed Abduh*, portant le titre suivant : *Lettre sur l'unicité*. Bennabi écrit à ce propos : « Je leur dois en tout cas la tournure de mon esprit depuis cette époque. En effet, l'ouvrage d'Ahmed Riza me donnait, avec une abondante documentation sur les splendeurs d'une société musulmane à l'apogée de sa civilisation, un étalon juste pour mesurer son affligeante détresse sociale actuelle. Et l'ouvrage d'Abdou, je veux parler de l'introduction importante de ses traducteurs sur la richesse de la pensée islamique à travers les siècles, me donnait un point de référence pour juger de son effrayante pauvreté intellectuelle dans le pré-

sent. Ces lectures corrigeaient mon spleen, cette nostalgie de l'Orient que me donnaient Loti, Farrère, même Lamartine ou Chateaubriand. Elles me révélaient un Orient historique et réel dont je prenais conscience ainsi que de sa condition misérable actuelle. Elles constituèrent pour moi une autre force de rappel d'ordre intellectuel qui m'empêcha de verser dans le romantisme qui était alors à la mode parmi cette génération d'intellectuels algériens

En outre, puisqu'il s'agit d'écrire sur l'humanisme arabo-musulman, quoi de plus normal que d'en dépeindre les traits, dans le vécu de l'individu lui-même, censé en être une figure illustrative. En effet, alors même qu'il vit avec sa femme les premiers effets de la présence nazie sur le sol français et de la politique de collaboration du gouvernement de Vichy au début des années 1940,

nous notons, chez Malek Bennabi, la marque d'une profonde empathie et douleur à l'égard des populations françaises meurtries : « Mais j'ai pleuré même le 16 juin, quand les Allemands firent leur entrée dans la ville morte de Dreux où il n'était resté que des déshérités comme moi sans argent, sans auto, sans amis, donc incapables de prendre la route. Je dois dire que ce jour-là mes larmes m'étonnèrent moi-même. Je m'en voulus presque un instant durant lequel ma conscience demeura assez troublée. Puis, comme un jet de lumière, une pensée apaisante traversa mon esprit : Dieu ne frappe pas pour nous donner l'occasion de 'savourer' une vengeance, mais pour méditer une leçon et nous améliorer nous-mêmes. Je compris que la leçon m'avait ému, que l'écroulement en quelques jours d'un pays puissant est un sujet

de méditation et de recueillement. Je me rappelle avoir noté dans la cave même où nous vivions depuis les événements cette pensée qui m'avait semblé caractéristique de l'âme musulmane. Mais, dans cette émotion, je notai aussi de la pitié. Oui, moi le colonisé, l'étudiant à qui on avait interdit tous les accès de la vie, moi le paria pour qui on avait fermé toutes les portes et qui, quelques jours avant l'arrivée des Allemands, gagnait son morceau de pain dans le plus pénible travail qu'un manœuvre déshérité ait à faire, moi qu'on avait traité impitoyablement, j'avais peur que des Français fussent traités par les Allemands comme je l'avais été moi-même par eux. Et combien de fois je me surpris à prier Dieu pour que leur sort ne devienne pas semblable au mien, au nôtre, en Algérie.

I.Med

CONCOURS DU THÉÂTRE EN TAMAZIGHT

### "La nuit blanche" sacrée meilleure production

La pièce théâtrale "La nuit blanche" a été sacrée samedi du prix de la 5e édition du concours de la meilleure production théâtrale en tamazight pour l'année 2023, organisé par le Théâtre régional Kateb Yacine de Tizi-Ouzou (TRTO). L'attribution de ce prix au spectacle de la troupe "Ticrad" (Tatouage), lauréate parmi les huit (8) troupes en lice pour ce concours, s'est déroulée lors d'une cérémonie abritée par le TRTO dans le cadre des festivités célébrant Yennayer 2974 (12 janvier). Déjà primée par deux (2) prix lors du festival national du théâtre féminin à Annaba, la pièce, écrite par Mohamed Amine Kadi et mise en scène par Makhlof Loucheni, est "un hymne à l'espoir et à la

vie", a déclaré à l'APS son metteur en scène. Elle met en scène un personnage marginal, vivant dans une décharge publique d'une ville, qui sauve du suicide un jeune en situation de dépit amoureux grâce au pouvoir des mots et de l'humour. Ont participé à la 5e édition de ce concours, huit (8) pièces théâtrales, représentant quatre wilayas, Tizi-Ouzou, Bejaia, Bouira et Ouargla. Les auditions de ces troupes avaient commencé le 12 janvier en cours. Le concours de la meilleure pièce en tamazight a été lancé en 2018, avec pour ambition, la promotion et l'encouragement de la production théâtrale en langue Tamazight dans toutes ses variantes. Il est ouvert à toutes les associations et coopé-

ratives théâtrales au niveau national, rappelle-t-on. Les participants doivent concourir, selon le règlement de ce concours, avec une seule pièce pour adultes en langue tamazight d'une durée de plus de 50 minutes, produite durant l'année en cours.

Le premier prix de la 4e édition du concours, à laquelle avaient participé six (6) troupes théâtrales, a été, pour rappel, décerné à la coopérative culturelle "El Lemssa" (La touche) de Batna. La pièce théâtrale lauréate recevra, en récompense, un certain nombre de représentations et une enveloppe financière de 150.000 DA.

I.Med/ave Agence presse



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE WILAYA DE BORDJ BOU ARERIDJ DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS NIF :408015000034098

Avis d'appel d'offre ouvert Avec exigence de capacités minimales N°03/2024

En application des dispositions de la loi N° 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et de décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Travaux Publics lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la :

- Réalisation de l'évitement Sud El Achir sur 6 Km en double voies avec réalisations de 2 OA
LOT 1 : Réalisation de l'évitement Sud El Achir sur 06 Km en double voies
LOT 2 : Réalisation de deux (02) ouvrages d'art sur voie ferrée au PK02+770 et PK05+119

Remarque (Pour les 02 lots) :

- Le soumissionnaire peut soumissionner pour les deux lots, mais il ne peut être adjudicataire que d'un seul lot.
- Les offres sont évaluées « lot par lot » selon l'ordre énoncé.
- Les offres présentées dans le cadre d'un groupement ne seront pas prises en considération.

Le présent avis est destiné aux entreprises publiques et privées, qui auront répondu aux conditions d'éligibilités mentionnées ci-après à savoir :

POUR LE LOT 01 :

A. Capacités professionnelles :

Avoir un Certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validation, activité principale « Travaux Publics » : Catégorie Six(06) ou plus, Comportant les codes : 345-4210, 345-4210 à 345-4256 relatifs aux travaux de terrassements, travaux des routes.

B. Capacités financières : Le soumissionnaire doit avoir établi un chiffre d'affaire moyen de 420 000 000,00 DA, des trois(03) meilleures années dans les cinq (05) dernières années (2018-2019-2020-2021-2022), les bilans doivent être visés par les services des impôts ou un certificat série C N°20 délivré par les services des impôts.

C. Capacités techniques :

Avoir déjà réalisé un projet Autonome, ou Voies express, ou déviationnement d'un route (Route Nationale, ou chemin de wilaya) avec les quantités suivantes :

Table with 3 columns: Terrassements routiers (Déblai+ Remblai) (M3), Grève non traité -GNT- (M2), Grève Bitume et Bitum Bitumineux (GB+ BB) (Tonne). Values: >= 242 000, >= 24 000, >= 31 000

pour un seul projet, justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par le maître d'ouvrage.

- Toutes les offres ne répondant pas aux conditions A, B et C seront déclarées inéligibles.

-POUR LE LOT 02 :

A. Capacités professionnelles :

Avoir un Certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validation, activité principale « Travaux Publics » : Catégorie Six(06) ou plus, Comportant les codes : 345-4210, 345-4211, 345-4212 pour les

B. Capacités financières : Le soumissionnaire doit avoir établi un chiffre d'affaire moyen de 120 000 000,00 DA, des trois(03) meilleures années dans les cinq (05) dernières années (2018-2019-2020-2021-2022), les bilans doivent être visés par les services des impôts ou un certificat série C N°20 délivré par les services des impôts.

C. Capacités techniques :

Avoir déjà réalisé un (01) ouvrage d'art (Pont) d'une portée minimale de 25 ML justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par le maître d'ouvrage.

Remarque :

- le détail ne sera pas pris en considération
- Les références professionnelles (attestations de bonne exécution) doivent comporter obligatoirement les informations demandées.
- Toutes les offres ne répondant pas aux conditions A, B et C seront déclarées inéligibles.

Les soumissionnaires intéressés par le présent appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges auprès de :

Direction Des Travaux Publics de Bordj Bou Areridj(Bureau des marchés) - Cité Administrative-08 mai 1945- Bordj Bou Areridj.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière seront lusés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « Offre technique » ou « Offre financière ».

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe fermée et scellée, doivent parvenir à la Direction Des Travaux Publics de la Wilaya de Bordj Bou Areridj - le Bureau des marchés -, comportant la mention suivante :

Appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N°03/2024

Réalisation de l'évitement Sud El Achir sur 06 km en double voies avec réalisation de deux (02) ouvrages d'art

- LOT 1 : Réalisation de l'évitement Sud El Achir sur 06 km en double voies
LOT 2 : Réalisation de deux (02) ouvrages d'art sur voie ferrée au PK02+770 et PK05+119
- À s'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres -

Les offres doivent être déposés à l'adresse sus-indiquée.

Tout soumissionnaire devra accompagner son offre par les pièces demandées par l'instruction aux soumissionnaires notamment :

A. Dossier de candidature, comprend les documents suivants :

- 1. Les déclarations de candidatures établies conformément au modèle ci-joint, rempli, daté, signé et cacheté
2. Les déclarations de probité établies conformément au modèle, dûment rempli, daté, signé et cacheté
3. Les statuts pour les sociétés,
4. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le soumissionnaire ;
5. Les documents permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires :
- Le certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité qui doit être en Travaux publics Activité principale ;
- Les bilans financiers du soumissionnaire pour les trois(03) meilleures années dans les cinq (05) dernières années (2018-2019-2020-2021-2022), visés par les services des impôts ou un certificat série C N°20 délivré par les services des impôts ; Les références bancaires
- La liste des moyens matériels pour toutes les personnes de la société ou l'Entreprise ;
- La liste des moyens matériels pour tous les matériels de l'Entreprise ;
- Les références professionnelles justifiées par attestation de bonne exécution délivrée par le maître d'ouvrage.
- Déclarations de non-traitement établies conformément au modèle, dûment rempli, daté, signé et cacheté.

B. L'offre technique, comprend les documents suivants :

- 1. La déclaration de soumission établie conformément au modèle ci-joint, dûment rempli, daté, signé et cacheté
2. Tout document permettant d'évaluer l'offre technique ;
- Un mémoire technique justifiant respectant la méthodologie de travail à adopter par rapport au détail des travaux, joint au dossier.
- Les listes des moyens matériels : liste de l'équipement de l'entreprise destiné au projet, avec pièces justificatives (diplôme, CV, attestation ou certificat de travail) et affirmation visé-vis de la CNAS en cours de validité
- Les Statuts des Moyens matériels : une liste des moyens matériels de l'entreprise destinés à l'exécution du projet justifiée par les copies certifiées conformes des attestations d'assurance validées à la date d'ouverture des plis, ou des factures d'achat ou acte de vente autorisé ou un contrat de location ou un PV de constat établi par un tiers de justice au 31/12/2023.
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux établi en fonction du détail du projet.
3. La caution de soumission établie dans les conditions fixées à l'article 123 du présent décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
4. Le cahier des charges dûment paraphé, rempli, daté et signé, portant à la dernière page, la mention manuscrite " lu et accepté ".

C. Offre financière, comprend les documents suivants :

- 1. La lettre de soumission établie conformément au modèle, dûment rempli, daté, signé et cacheté
2. Le Barème des Prix Unitaires (BPU) dûment rempli, daté, signé et cacheté
3. Le détail estimatif et Quantitatif (DEQ) dûment rempli, daté, signé et cacheté.
4. Tous détail des prix unitaires (DUP) dûment rempli, daté, signé et cacheté

La date de préparation des offres est fixée à 22/01/2024, à partir de la première journée de cet avis dans le (BOCHOP), ou quotidiens nationaux ou le portail des marchés publics.

Les offres seront déposés au niveau de la Direction Des Travaux Publics de Bordj Bou Areridj (Bureau des marchés) - Cité Administrative-08 mai 1945- Bordj Bou Areridj à la date qui correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres, de 09h00 à 17h00 (Heure locale) et ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis des dossiers de candidatures, des offres techniques et financières aura lieu le jour ouvrable correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h30 au siège public au siège de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Bordj Bou Areridj, l'assistance des soumissionnaires ou leurs représentants sont invités à y assister.

Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant une durée de Quatre Vingt Dix (90 ) jours à compter de la date de préparation des offres à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE LA SANTE

ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER

ZIGHOUD YUCEF,

TENES

N°...01.../2024

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE Pour l'année 2024

Conformément à l'article N°65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Établissement public Hospitalier zighoud yucef de Ténès informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à : AVIS D'appel d'offres avec exigence des capacités minimales n°01/2024

CONCERNANT L'APPROVISIONEMENT EN :

ALIMENTATION GENERALE

DURANT L'ANNEE 2024

Qu'à l'issue de l'analyse, et jugement des offres en date du 15/01/2024 l'opération est attribuée provisoirement à :

Table with 5 columns: Projet, le fournisseur, La Note technique, Montant en TTC, Observation. Rows include VIANDE ROUGE, PAIN ET GATEAUX, FRUIT ET LEGUMES FRAIS, ALIMENTATION GENERALE, POISSON FRAIS.

Conformément à l'article 56 de la loi N° 23-12 du 05 août 2023 et l'article 82 du décret présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015.

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours auprès de l'autorité compétente dans les 10 jours qui suivent la date de la première parution du présent avis.

République Algérienne Démocratique et Populaire

Village de Taref, Ouled Aïn Nemra, Commune de ROSFA

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

Cette notice : 2024160002045, N° de l'avis : 04/2024

Selon les articles 79-84 du décret présidentiel n° 15/247, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, selon de l'article 39 de la Loi n° 23-12 du 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, La P/APC de la commune de ROSFA lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

Réhabilitation des écoles primaires

- lot n°01 : Ecole Matern et les salles ( Remède de la cour -réfection des classes - peinture )
lot n°02 : Ecole Ibrahim Elstah à Taref ( Réfection de la toiture existante Aménagement de la cour + Aménagement du bloc sanitaire )
lot n°03 : Ecole Moutou Abdelkader (Aménagement du bloc sanitaire + Aménagement de la cour + peinture )
lot n°04 : Ecole Maghoul Ismail à Zarrour (Aménagement de la cour )
lot n°05 : Ecole Les Fères Neveuville à Magas (Aménagement de la cour )

Les soumissionnaires qualifiés :

- Partie A : Un certificat de qualification dans le domaine Activité principale bâtiment - en cours de validité catégorie 02 ou plus.
- Partie B : Avoir exécuté réalisation deux (02) projets de même nature.
- Intéressés par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges auprès du « bureau des marchés » commune de ROSFA contre paiement de la somme de : 5.000 DA

Selon l'article 57 du décret présidentiel n° 15/247, les offres doivent comprendre le dossier de candidature, une offre technique et une offre financière, et elles doivent inclure les documents obligatoires suivants :

01-dossier candidature, enveloppe = 1 =

- portant la mention (dossier de candidature) comportant :
Déclaration de candidature remplie signée et datée
Déclaration de probité remplie signée et datée
Les statuts pour les sociétés
Les documents relatifs aux pouvoirs habilités les personnes à engager l'entreprise
Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats , des soumissionnaires ;

02- Capacités professionnelles :

- Un certificat de qualification dans le domaine Activité principale bâtiment - en cours de validité catégorie 02 ou plus
- Les références professionnelles ( les attestations de bonne exécution )

03- Capacité financière :

- moyens financiers justifiés par les bilans comptables indiquant les différents financiers des 03 dernières années visés par les services des impôts et références bancaires

04- Capacité techniques :

- moyens humains ( listes des moyens humains comprend : un ingénieur ou maître en : génie civil ( chef de projet ) , licence LMD ou Technicien Supérieur en génie civil ( conducteur des travaux ) , ouvriers ) selon chaque lot.
- moyens matériels ( listes des moyen matériels incluant : les cartes grises et suivants des attestations de l'assurance du matériels validé et PV d'expertise ou PV d'expert ou rapport moins d'une année en cours pour les matériels non roulant ) selon chaque lot.
- les références professionnelles ( Attestation de bonne exécution )

05-offre technique, enveloppe = 2 =

- portant la mention (offre technique) comportant :
- Déclaration de soumission remplie signée et datée ( de chaque lot )
- Une document permettant d'évaluer l'offre technique ( un mémoire technique justifié et autre document relatif au cahier des charges ( de chaque lot )
- Le cahier des charges paraphé et portant à la dernière page la mention manuscrite = lu et accepté =
- planning des travaux (Les détails d'exécution justifiés par le planning)

06 - offre financière, enveloppe = 3 =

portant la mention (offre financière) comportant :
-La lettre de soumission dûment signée et datée par le soumissionnaire ( de chaque lot )
-Le barème des prix unitaires dûment signé par le soumissionnaire.
-Le détail estimatif et quantitatif dûment signé par le soumissionnaire.

Les offres sont adressées à Monsieur : Président de l'APC de ROSFA (Bureau des Marchés Publics), le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont misés dans des enveloppes séparées et bien fermées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe bien fermée et anonyme, comportant la mention :

- A l'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres = Appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales concernant de :

Réhabilitation des écoles primaires

- lot n°01 : Ecole Matern et les salles ( Remède de la cour -réfection des classes - peinture )
lot n°02 : Ecole Ibrahim Elstah à Taref ( Réfection de la toiture existante Aménagement de la cour + Aménagement du bloc sanitaire )
lot n°03 : Ecole Moutou Abdelkader (Aménagement du bloc sanitaire + Aménagement de la cour + peinture )
lot n°04 : Ecole Maghoul Ismail à Zarrour (Aménagement de la cour )
lot n°05 : Ecole Les Fères Neveuville à Magas (Aménagement de la cour )

Il est précisé que la période de préparation des offres est fixée de quinze (15) jours, les offres doivent être déposées le dernier jour à compter de la première journée de l'avis dans le deux journaux nationaux et BOCHOP.

La date de dépôt des offres est fixée en dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h30, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante : Siège commune de ROSFA « bureau des marchés »

L'ouverture des plis est faite en séance publique le même jour des dépôts des offres à 14h00 au siège de la commune de ROSFA. Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période équivalente à la durée de préparation augmentée de 03 mois.



FRANCE

# Hausse record des défaillances d'entreprises en 2023

**La France connaît une augmentation significative des défaillances d'entreprises en 2023, atteignant un niveau record depuis une décennie.**

La France a enregistré une hausse alarmante des défaillances d'entreprises en 2023, selon une étude publiée jeudi par le cabinet Altares. L'étude met en lumière une augmentation de près de 36% par rapport à l'année précédente, avec un total de 57 729 procédures ouvertes. Ce chiffre marque un sommet inégalé depuis 2012-2013.

Thierry Millon, directeur des études chez Altares, souligne que cette hausse s'inscrit dans un contexte de "permacrise", où les entreprises naviguent dans un environnement économique extrêmement tendu. Il explique que, bien au-delà des effets post-Covid, c'est la conjoncture actuelle qui accélère les défaillances. Les entreprises, particulièrement celles aux trésoreries épuisées après plusieurs crises successives, font face à un ensemble de défis : activité en berne, inflation élevée, taux d'intérêt hauts et consommation en

baisse. Le quatrième trimestre de 2023 a été particulièrement difficile, avec 16 800 entreprises en défaut, un chiffre jamais vu depuis la récession de 1992-1993, selon le directeur des études chez Altares. Il ajoute que cette situation ne peut être entièrement attribuée à la reprise des actions de recouvrement des URSSAF après la pandémie, mais plutôt à une crise plus profonde et structurelle. Ce phénomène ne se limite pas aux petites entreprises, car même les acteurs majeurs sont touchés. Cela entraîne un risque accru pour leurs fournisseurs et sous-traitants, alors que l'économie se remet lentement de la pandémie de Covid-19, selon le cabinet d'études.

En 2023, 171 entreprises de plus de 100 salariés ont fait faillite, soit une augmentation de 80 % par rapport à 2022 et le nombre le plus élevé depuis 2014. Seulement une partie des dépêches, que l'Agence Anadolu diffuse à ses abonnés via le Système de Diffusion interne (HAS), est diffusée sur le site de l'AA, de manière résumée. Contactez-nous s'il vous plaît pour vous abonner.

In Agence Anadolu

## PROGRAMME GOOGLE UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE FAIT SES PREUVES EN MATHS

Un programme de Google a résolu vingt-cinq problèmes de géométrie sur trente donnés aux Olympiades internationales de mathématiques grâce à une nouvelle architecture d'IA. En maths, le niveau monte. Au moins pour l'intelligence artificielle (IA). Une équipe de Google DeepMind en Californie décrit dans Nature du 17 janvier comment son logiciel a résolu vingt-cinq des trente problèmes de géométrie proposés, depuis 2000, au concours international des Olympiades de mathématiques, des épreuves réservées aux lycéens de moins de 20 ans. De précédents programmes ne dépassaient pas 50 % de réussite, sur les trois autres types de questions, en arithmétique, algèbre ou combinatoire. « Le raisonnement complexe nécessaire ici est un défi. Il y a quatre ans, je n'aurais pas cru pouvoir le relever », a rappelé lors d'un point presse organisé par Google l'un des coauteurs, Quoc Le. « Les maths sont aussi une manière de se mesurer entre grandes entreprises du secteur », note Amaury Hayat, professeur à l'École nationale des ponts Paris-Tech, qui a collaboré avec

Meta pour résoudre notamment des problèmes d'Olympiades. OpenAI ou d'autres branches de Google ont également mis au point depuis les années 2020 des systèmes pour démontrer des théorèmes déjà connus ou identifier des relations entre deux objets mathématiques. La réussite du nouveau programme, baptisé « Alpha-Geometry », pour rester dans la lignée des programmes précédents de DeepMind (AlphaGo pour le jeu de go, AlphaFold pour le repliement de protéines...), repose sur plusieurs idées.

Contrairement à bon nombre de logiciels de génération de textes ou d'images, il comporte deux « cerveaux » distincts. L'un, « classique », contient un ensemble de règles et de connaissances de géométrie permettant d'enchaîner des étapes de transformation de figures sans se tromper. Il est dit « symbolique », par opposition à l'autre cerveau, « neurologique », qui fait appel à l'apprentissage machine sur des réseaux de neurones artificiels, comme la plupart des outils d'IA actuels (ChatGPT, Dall-E, Midjourney...). Mais le succès de ces derniers dépend de la quantité de données qu'ils absorbent. Or, en maths, il existe trop peu de séquences de démonstrations géométriques complètes pour ajuster les paramètres de ces programmes.

In Le Monde

SCIENCES

## UNE VASTE BASE DE DONNÉES DE GÉNÉTIQUE MARINE POUR MIEUX CONNAÎTRE LES OCÉANS

Des chercheurs ont séquencé quelque 317 millions de groupes de gènes provenant de micro-organismes marins, rapporte le journal portugais "Público". Cet échantillonnage inédit des océans offre des informations essentielles sur les microbes et leurs fonctions, et va permettre de répondre aux défis posés par le changement climatique, espèrent les scientifiques. S'il reste encore largement inexploré, l'océan commence toutefois à livrer ses secrets, notamment sur sa biodiversité microscopique. Dans un article intitulé "Comment le plus grand catalogue de génétique marine va aider à résoudre les problèmes mondiaux", le quotidien portugais Público annonce qu'une équipe de chercheurs s'est attelée à un défi d'ampleur : échantillonner le plus grand habitat de la planète. Un défi d'autant plus complexe, rappelle le journal, qu'un litre d'eau de mer contient environ 1 milliard de bactéries et 10 milliards de virus. Qu'à cela ne tienne : ces chercheurs de

l'université des sciences et technologies du Roi Abdallah (Kaust), en Arabie saoudite, dirigés par le biologiste portugais Carlos M. Duarte, ont réussi, à partir de 2 102 échantillons, à séquencer 317 millions de groupes de gènes provenant de micro-organismes marins. Cette nouvelle base de données, la plus grande jamais constituée, vient d'être présentée dans la revue Frontiers in Science et fournit des informations sans précédent sur des microbes provenant de tous les océans, vivant à différentes profondeurs et dans différents habitats, et surtout sur leurs fonctions. Un "catalogue" qui sera très utile aux scientifiques, souligne Público : "Les connaissances acquises pourraient contribuer à la production de produits pharmaceutiques, à la dégradation du plastique et à la compréhension du changement climatique." Carlos M. Duarte explique que son équipe a "identifié des gènes de protéines capables de dégrader les plastiques", qui inondent les océans

depuis cinquante ans. "Cela indique que les ressources génétiques des océans évoluent elles aussi et sont capables de répondre aux changements introduits par l'humanité", ajoute-t-il.

Désormais, "la connaissance de ces ressources, ajoute le biologiste dans le quotidien portugais, peut être utilisée pour résoudre des problèmes majeurs dans le cadre du changement climatique, pour développer de nouvelles sources d'énergie ou pour trouver des solutions quant à la prolifération de bactéries résistantes aux antibiotiques". Un article de Science rapporte, par ailleurs, qu'un nouveau robot est déjà utilisé dans les profondeurs des océans pour capturer l'ADN de millions d'organismes. "Une aubaine pour les défenseurs de l'environnement et les gestionnaires des ressources océaniques", estime Thomas Pape, entomologiste à l'université de Copenhague, qui n'a pas participé à l'étude.

In Courrier international

SANTÉ

## LE TABAGISME RECULE DANS LE MONDE, SURTOUT EN AFRIQUE

Le tabagisme est en baisse dans le monde, selon l'OMS dans un récent rapport. En effet, un adulte sur trois était fumeur en 2000, et seulement un sur cinq en 2022. Et c'est en Afrique que le fléau a le plus reculé. La région africaine de l'OMS a enregistré la plus grande baisse mondiale de tabagisme, avec une prévalence passante d'une moyenne de 18 % en 2000 à moins de 10 % en 2022. En contraste, la région européenne est celle qui inquiète le plus à moyen terme. En effet, si à l'heure actuelle c'est dans la région de l'Asie du Sud-Est que le

pourcentage de la population consommant du tabac est le plus élevé (26,5 %), la région européenne n'est pas loin derrière (25,3 %) et devrait connaître, d'ici 2030, le taux le plus élevé au monde, avec une prévalence légèrement supérieure à 23 %. Plus particulièrement, le taux de tabagisme chez les femmes européennes est plus de deux fois supérieur à la moyenne mondiale et diminue beaucoup plus lentement que dans toutes les autres régions. Selon les dernières estimations du rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les tendances du tabagisme, publié aujourd'hui, il y a aujourd'hui 1,25 milliard d'adultes qui consomment du tabac dans le monde.

In Agence Ecofin

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE BLIDA  
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA DE BLIDA  
AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES  
N° 84/2024  
NIF : 40881600009953

PROJET : AMENAGEMENT DES STRUCTURES DE SANTE A TRAVERS LA WILAYA.

Lot N°03 : Aménagement du Service de Médecine Interne et Réfection de l'Etanchéité du Service Maladies Infectieuses de l'Hôpital de Boufarik.

Ne sont éligibles au présent d'appel d'offres Ouvert avec Exigence de Capacités Minimales que les entreprises satisfaisant obligatoirement aux conditions minimales suivantes :

- **En matière de qualification et classification professionnelle :** Avoir un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité comme activité principale bâtiment, classée à la catégorie 04 (quatre) et plus.
- **En matière de références professionnelles :** Avoir réalisé au moins un projet (marché) construction ou bâtiment, réhabilitation ou aménagement, justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un maître d'ouvrage public.
- **En matière de capacités financières :** la moyenne des chiffres d'affaires des trois (03) dernières années (2020, 2021, 2022) des candidats, dont être ≥ 9 000 000,00 DA.

Les entreprises qualifiées et spécialisées peuvent consulter et retirer le cahier des charges auprès de la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de Blida - Service de la Planification et des Moyens 01, rue des Frères Ben Amouda Blida -

Le dossier de candidature contient :

- Déclaration de candidature remplie cachet et signée par le soumissionnaire
- Déclaration de probité dûment remplie cachet et signée par la personne habilitée.
- Statut de l'entreprise lorsque'il s'agit d'une personne morale (copie).
- Comptes sociaux pour les entreprises dotées de la personnalité morale (Dernier exercice).
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires.
- Certificat de qualification et de classification de catégorie quatre (04) De Plus dans le domaine de bâtiment comme activité principale en cours de validité (copie)
- Les bilans des trois (03) dernières années (2020, 2021, 2022)
- Liste de personnel justifié par diplôme et affiliation CNA5 en cours de validité.
- Liste de moyens matériels justifiés par (acte gracieux plus police d'assurance en cours de validité pour le matériel roulant, factures d'achat pour le matériel non roulant, en cas de location joindre contrat notarié).
- Registre commerce électronique.

L'offre technique contient :

- Déclaration à souscrire dûment remplie cachet et signée par la personne habilitée.
- Le présent cahier des charges paraphé et signé par le soumissionnaire et portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Une mémoire technique.

L'offre financière contient :

- La lettre de soumission dûment remplie paraphée, signée, cachetée et datée.
- Le bordereau des prix unitaires dûment rempli paraphé, signé, cacheté et daté.
- Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli, paraphé, signé, cacheté et daté.
- Planning d'exécution des travaux.

L'offre doit être présentée par le soumissionnaire de la manière suivante :

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la désignation de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention "Dossier de candidature", « Offre technique » ou « Offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à ouvrir par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°84/2024 L'objet de : " AMENAGEMENT DES STRUCTURES DE SANTE A TRAVERS LA WILAYA " Lot N°03 : Aménagement du Service de Médecine Interne et Réfection de l'Etanchéité du Service Maladies Infectieuses de l'Hôpital de Boufarik.

La durée de préparation des offres est fixée à 21<sup>ème</sup> jour à partir de la première parution de l'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMCP.

La date de dépôt des offres : les offres doivent être déposées le dernier jour de la durée de préparation des offres à 12h 00. Si le jour de l'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un week-end l'ouverture se fera le jour qui suit.

Les entreprises soumissionnaires peuvent assister à la commission d'ouverture des plis programmer le jour de la fin de dépôt des offres à 13h00 au siège de la direction de la santé et de la population de la wilaya de Blida.

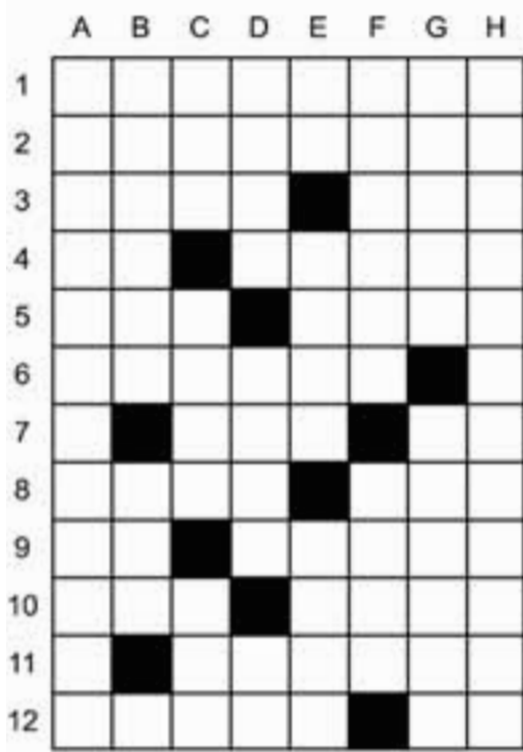
La durée de la validité des offres est de 90 jours augmentée de la durée de préparation des offres.

L'EXPRESS DU 22/01/2024

ANEP : N° 2416001917



## Mots Croisés



### VERTICALEMENT

- A. Break pour le livreur.
- B. Fantastique. Nourrice de dieu.
- C. Elle se trouble pour un rien. Comme un navire vide. Repère sur le terrain.
- D. Réseau de cadres. Ils avaient le regard bovin. Touche de piano.
- E. Venu nous rejoindre. Peut rougir d'être blanche. Papillon brun tacheté de blanc.
- F. Envoyas au diable. Plante des régions tropicales.
- G. Spécialités de roué. Port sur la Côte d'Opale.
- H. Excentrique.

### HORizontalement

- 1. Fibre végétale.
- 2. Ils font mauvais effets.
- 3. Déchet organique. On se les passe entre partenaires.
- 4. Deuxième degré. Avoir la trouille.
- 5. Coup de blanc. Élimina les favoris.
- 6. Acides sulfuriques.
- 7. Bon ou mal, selon l'humeur. C'est comme cela.
- 8. Rejetée. L'effet d'une bombe.
- 9. Indique une position. Grand cercle.
- 10. Bustier. Val des Pyrénées (d').
- 11. Point gauche.
- 12. Monnaies. Personnel réfléchi.

## LES MOTS FLÉCHÉS

COMBAT-TANT EN ARÈNE  
FRUSTRÉE  
C'EST VRAIMENT LE PARADIS  
ECCLÉS-IASTIQUES  
COMPTA EN MOINS  
CHAÎNE DE TELE

ÉLÉMENT DE PORTEE  
GROSSE LUNETTE  
APITOVÉE  
CORSE ET SICILE  
CHARGER LE STYLO

ANALOGUE  
DÉVOUÉ AU TRAVAIL  
UN GRAND NOMBRE  
DÉTÉR-MINANT DÉMONS-TRATIF

BRAMER  
INDIQUE UNE APPARTE-NANCE  
ÉLAN QUI PERMET DE S'ENVOLER  
NÉE HIER...

PRÉNOM DE FERRE  
ELLES MONTENT BIEN À CHEVAL  
FIN DE VERBE DU PREMIER GROUPE  
GUISE

CLASSE PRIMAIRE  
PASSAGE À SEC  
INTRODUIT UNE INTERRO-GATION  
ELLE EST DE SORTIE AU VOTE

ASPIRAIT DU LAIT  
AGENT COR-ROMPU  
AU-DELÀ DU MAL  
ENCERCLÉ  
PAQUET DE BILLETS  
ABRI À LA RÉCRE  
AXE DE CARTE  
AVANT LA DATE

MER DE LA CÔTE D'AZUR  
BIDON  
COURTE PRÉSEN-TATION  
CHAMPION TOUTES CATÉGO-RIES

RAFIS-TOLÉES  
BÂTON DE COUREUR DE RELAIS  
AIDÉE

## SIDOKU

4								8
		6		3	2			
8	9	1						
		4			7	2		8
			9		8			
2		8	1			5		
						8	4	5
			3	9		7		
	4							6

1 2 3 4 5 6 7 8 9

## MOTS MÊLÉS

ARILLE ATHEE BARRICADE BOUDINAGE CHENE COURT CRIEE CUREE ECLAT  
ENROLE ETUDE MAURESQUE NEPE PARTERRE PERSIENNE POETISER RADEAU  
RAIDEUR RECREER SAUF SERINGUE SERVITEUR TAURIN TIEDE TRALALA ULCERER  
VOEU

R	N	E	P	E	C	R	P	F	E	E	R
U	A	D	R	E	U	A	T	U	G	R	E
E	L	A	A	E	R	G	Q	A	E	L	E
T	A	C	D	T	E	S	N	S	L	V	R
I	L	I	E	T	E	I	I	I	O	C	C
V	A	R	A	R	D	T	R	E	R	H	E
R	R	R	U	U	E	A	U	C	N	E	R
E	T	A	O	O	I	R	A	D	E	N	S
S	M	B	P	C	T	A	T	H	E	E	E

# 16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 06:20	DOHR 12:57	ASR 15:37	MAGHREB 17:56	ISHA 19:24
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

## DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU CRIMINEL SPÉCIALISÉ DANS LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Les unités du Service central de lutte contre le crime organisé (SCLCO), ont démantelé, durant la semaine écoulée, un réseau criminel spécialisé dans le blanchiment d'argent issu de l'évasion fiscale, au niveau de la commune d'Ouled Moussa (Boumerdès), a indiqué, hier, un communiqué des services de la Sûreté nationale. Les unités du Service central de lutte contre le crime organisé « ont mis fin, au cours de la semaine écoulée,

aux activités d'un réseau criminel et arrêté ses six (6) membres pour blanchiment d'argent issu de l'évasion fiscale, en utilisant des fausses factures et des transactions financières dans le domaine du commerce de gros de fer, ayant occasionné des pertes financières importantes au Trésor public, et ce, au niveau de la commune d'Ouled Moussa dans la wilaya de Boumerdès », a précisé la même source. Après achèvement des

procédures légales, les mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal de Khemis El Khechna pour « délit d'évasion fiscale et usage de méthodes frauduleuses, blanchiment d'argent dans le cadre d'un groupe criminel et infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger », a conclu le communiqué.

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 22 JANVIER 2024 // N°732 // PRIX 20 DA

GUERRE DANS LA BANDE DE GHAZA :

## Un carnage à huis clos

**Face à la famine qui menace les habitants du nord de Ghaza, les gens ont commencé à moudre ce qui est disponible pour faire de la farine, en commençant par le maïs...**

Guillaume Ancel, ancien officier français, explique dans un entretien à l'Union, que l'offensive militaire israélienne dans la bande de Ghaza est un « échec total par rapport à ses objectifs initiaux : détruire le Hamas et libérer les otages ». Une stratégie folle, qui repose d'après lui sur la seule personne de Netanyahu, lequel « survit politiquement tant qu'il est en guerre ». Il a en outre admis que le Hamas se fait un devoir de montrer tous les jours aux Israéliens qu'il a encore la capacité de tirer des roquettes. Concernant les otages, l'échec est patent : la seule fois où les Israéliens ont pu en récupérer, c'est quand ils ont accepté de stopper leur offensive. Il ajoute : Si on met en face les dommages collatéraux avec près de 35 000 morts (25 000 morts et 10 000 disparus) et 150 000 blessés, qui sont pour 90 % des civils, l'échec du gouvernement Netanyahu est encore pire ! L'offensive israélienne a emmené 2,4 millions de personnes vers



une catastrophe humanitaire. L'opération sur Ghaza, c'est un carnage à huis clos, affirme-t-il. Et le génocide se poursuit. Hier, l'armée d'occupation a concentré ses raids aériens sur Khan Younès, dans le sud de Ghaza, où les combats de rue se sont intensifiés. Depuis quelques semaines, cette zone est le nouvel épicode des combats après une violente campagne de bombardements et d'attaques à l'artillerie dans le nord de l'enclave palestinienne transformée en région inhabitable en proie à une grave crise

humanitaire. Dans la nuit de vendredi à hier, les civils palestiniens n'ont eu droit à aucun répit au 106<sup>e</sup> jour de l'agression génocidaire sioniste. Le mouvement Hamas a fait état de plus de 160 morts ces dernières 24 heures, dénombrés en majorité à Khan Younès. Par ailleurs, les pressions internationales sur l'entité sioniste s'accroissent. Hier, Ankara a annoncé retirer l'Etat hébreu de la liste des pays de destination de ses exportations. Concrètement, cela signifie que la Turquie cessera d'encourager et de sub-

ventionner les entreprises locales commerçant avec Israël. En raison des tensions grandissantes entre les deux pays, Israël a vu une diminution de ses importations de Turquie au cours des derniers mois. Il occupait fin 2023 la 13<sup>e</sup> place au classement des plus gros importateurs de biens turcs avec des marchandises d'une valeur totale de 5,42 milliards de dollars (2,1 % de toutes les exportations du pays), soit une nette baisse par rapport à l'année précédente.

Y.S.

CNMA-FÉDÉRATION NATIONALE DE L'HÔTELLERIE ET DE TOURISME :

### SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a signé dimanche une convention-cadre de partenariat avec la Fédération nationale de l'hôtellerie et de tourisme (FNHT) pour fournir une couverture contre l'ensemble des risques relatifs aux activités et au patrimoine de la fédération, indique la CNMA dans un communiqué.

A travers cette convention, « la CNMA Assurance s'engage, à travers son réseau composé de 70 caisses régionales et plus de 550 bureaux locaux, à garantir la couverture assurantielle contre l'ensemble des risques relatifs aux activités et au patrimoine de la FNHT en proposant des avantages et des tarifs préférentiels », en vue de « contribuer de manière

concrète à l'accompagnement du secteur du tourisme et de l'hôtellerie, notamment en matière d'assurance et de gestion des risques », précise-t-on de même source. Elle permettra à la compagnie d'assurance « de jouer au mieux son rôle d'assureur accompagnateur, et participer activement au développement du secteur

touristique étant un véritable atout pour la concrétisation du programme tracé par les pouvoirs publics, qui souligne principalement la diversification économique et le lancement d'une nouvelle dynamique, notamment dans les secteurs créateurs de richesse et de postes d'emploi ».

La CNMA Assurance tend à travers cette convention « à jouer le rôle d'intermédiaire entre les deux secteurs majeurs de l'économie nationale : assurance et tourisme et d'inciter les propriétaires d'hôtels à s'investir davantage dans les espaces ruraux en garantissant ainsi une bonne animation touristique en milieu agraire, ce qui donnera un nouvel élan tant au tourisme qu'à l'agriculture », a déclaré Cherif Benhabiles, directeur général de la CNMA, cité dans le communiqué, en soulignant l'importance de cette collaboration.

Dans le cadre de ce partenariat, la CNMA proposera sa participation et son intervention par le biais de son personnel technique, ou de tout autre expert pour

l'évaluation, la prévention et la protection des biens assurés et ce, dans les délais les plus courts. Cette convention, souligne le communiqué, représente une initiative importante dans le cadre du partenariat fructueux entre les deux organismes, il s'agit d'une opportunité pour appuyer le développement du secteur du tourisme et de l'hôtellerie tirant profit de la grande expérience de la CNMA Assurance, notamment en ce qui concerne la couverture assurantielle appropriée et les services de conseils et d'accompagnement qu'elle fournit pour ses assurés et ses adhérents. Pour les deux parties signataires, cette convention « confirme un jalon significatif dans l'histoire des deux organismes, ouvrant la voie à une coopération renforcée dans des domaines clés tels que l'assurance et le tourisme, pour relever les défis actuels et futurs et sont convaincus que cette alliance stratégique permettra de trouver des solutions pertinentes », indique encore le communiqué.

Y.B.

PROMOTION DE DAÏRAS AU RANG DE WILAYAS DÉLÉGUÉES

### CONSTRUIRE UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, Brahim Merad, a effectué, hier, une visite de travail dans la circonscription administrative de Boussaâda (W. M'sila) en vue de s'enquérir de l'avancée des projets de développement et du déploiement des mesures techniques et administratives permettant à cette wilaya déléguée d'exercer ses missions dans de bonnes conditions. Merad a indiqué que la promotion de certaines daïras au rang de wilayas déléguées s'inscrit dans une stratégie de développement visant la promotion du développement local et l'exploitation optimale de leurs atouts socioéconomiques, notamment dans les domaines touristique, agricole et industriel. Le ministre de l'Intérieur s'est enquis de l'état d'avancement des travaux d'extension de l'aéroport Ain Eddis à Boussaâda, en insistant sur la réception de ce projet structurant dans les délais contractuels, au regard, dit-il, de sa dimension stratégique dans le cadre du plan de développement de cette collectivité et afin d'améliorer son attractivité en matière d'investissement, notamment dans le domaine touristique, a insisté Merad, avant de prendre connaissance du niveau de disponibilité des structures devant abriter l'ensemble des services de la wilaya déléguée. Il a également inspecté les travaux finaux de la réalisation d'un siège de brigade mobile de la police judiciaire dans la même collectivité. A cette occasion, il a jugé important de mettre sur pied toutes les structures de sécurité au niveau des circonscriptions administratives en vue d'assurer ses missions d'une manière effective. Et de rappeler que le maintien de la sécurité du citoyen et de ses biens est une mission prioritaire des pouvoirs publics.

R.N.